

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX - TRAVAIL - PATRIE

-----  
MINISTÈRE DES TRANSPORTS

REPUBLIC OF CAMEROON  
PEACE - WORK - FATHERLAND

-----  
MINISTRY OF TRANSPORT

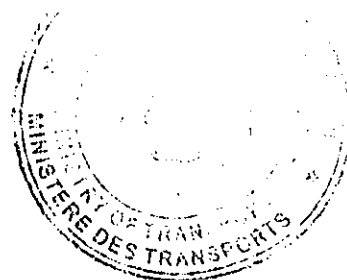
**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES**

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT  
N°004/AONR/MINT/CIPM/2024 DU 18/11/2024 POUR LE RENFORCEMENT  
DES CAPACITES DES CONDUCTEURS DE CAMIONS SUR CERTAINS AXES  
ROUTIERS EN PROCEDURE D'URGENCE.**

**FINANCEMENT**

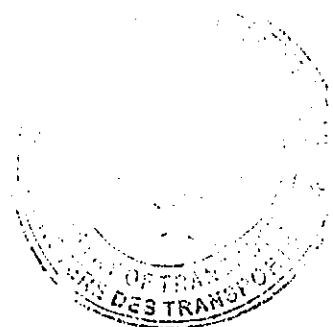
- Fonds Routier
- Exercice : 2024-2025

**NOVEMBRE 2024**

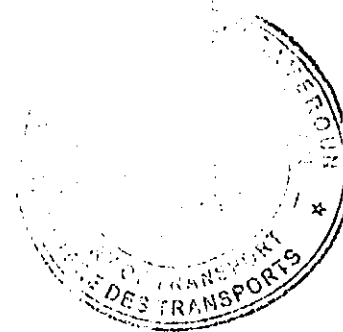


## TABLE DES MATIERES

Pièce N°1 : Lettre d'invitation à soumissionner .....	3
Pièce N° 2 : Avis d'Appel d'Offres (AAO).....	5
Pièce N° 3 : Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO) .....	15
Pièce N° 4 : Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).....	37
Pièce N° 5 : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) .....	48
Pièce N° 6 : Termes de Référence (TDR).....	58
Pièce N° 7: Proposition technique, tableaux types.....	63
Pièce N° 8: Proposition financière tableaux types .....	72
Pièce N° 9: Modèle de Marché.....	81
Pièce N° 10: Modèles des pièces à utiliser par le Soumissionnaire .....	86
Annexe n° 4 : Modèle de caution d'avance de démarrage .....	91
Annexe ° 5 : modelé de fiches de présentation du matériel.....	91
PIÈCE N°11. Charte d'intégrité.....	92
PIÈCE N °12. Engagement social et environnemental.....	96
PIÈCE N °13. Visa de maturité ou justificatifs.....	99
Pièce N° 14 : Liste des établissements bancaires et organismes financiers autorisés à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics.....	100
Pièce n° 15 : Guide de soumission en ligne.....	102



**Pièce N°1 : Lettre d'invitation à soumissionner**



Yaoundé, le \_\_\_\_\_

LE MINISTRE  
A  
MESSIEURS/ MESDAMES LES DIRECTEUR(E)S  
DE

**Objet : RENFORCEMENT DES CAPACITES DES CONDUCTEURS DE CAMIONS SUR CERTAINS AXES ROUTIERS EN PROCEDURE D'URGENCE.**

Messieurs/Mesdames,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les sociétés figurant dans le tableau ci-dessous ont été pré-qualifiés au terme de la procédure de l'Appel A Manifestation d'Intérêts (AAMI) n° 004/AAMI/MINT/SDBMM/SMAR/2024 du 08 mai 2024 pour l'exécution du Projet cité en objet.

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté au service des Marches du Ministère des Transports porte N° c120, téléphone 2 22 23 31 73 ou téléchargé gratuitement sur le site web de l'ARMP (<http://www.arpmp.cm>) ou sur la plateforme COLEPS (<http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>)

Un jeu complet Dossier d'Appel d'Offres peut être retiré sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public, d'une somme non remboursable de cent mille (100.000) Francs CFA.

J'ai l'honneur de vous inviter, ainsi que les autres concurrents pré-qualifiés, à soumissionner pour l'exécution du marché relatif à la prestation reprise en objet.

Toutes les soumissions doivent être accompagnées d'un cautionnement de soumission d'un montant de trois millions deux cent mille (2.000.000) francs CFA accompagné d'un récépissé de consignation délivré par le CDEC.

Les plis seront ouverts le même jour dans ..... à 14 heures, en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis

La présente lettre d'invitation est adressée aux candidats inscrits sur la liste restreinte ci-après :

N°	Noms des candidats pré-qualifiés	Adresses
1.	GREENFIELD GROUP	BP : 35 160 YDE /TEL : 678 752 633
2.	MERDOLF SARL	BP : 35 159 YDE/TEL : 222 22 05 56
3.	WHITE DOVE	BP : 3 774 YDE/TEL : 679 282 386
4.	ETS SIFCAM	BP : 8 324 yde /TEL : 677 809 636

Les Candidats de la liste restreinte ne peuvent pas s'associer en groupement. Par contre, les candidats pré-qualifiés en groupement ne peuvent soumissionner séparément

Vous voudrez bien accuser réception de la présente lettre dans un délai maximum de (10) dix jours et me rassurer de votre participation ou non à la présente consultation.

Veillez agréer, Madame / Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée. /-

Copie :

- ARMP
- Président-CMPM
- Affichage
- SMAR/archivage

**Pièce N° 2 : Avis d'Appel d'Offres (AAO)**



**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°...../AONR/MINT/CIPM/2024  
DU..... pour LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES CONDUCTEURS DES CAMIONS SUR CERTAINS  
AXES ROUTIERS EN PROCEDURE D'URGENCE**

Financement : Fonds Routier,  
Exercices : 2024 et suivant

**1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES**

Dans le cadre de ses activités de prévention et sécurité routières, le Ministre des Transports, Maître d'ouvrage, lance en procédure d'urgence, un Appel d'Offres National Restreint pour le renforcement des capacités des conducteurs des camions sur certains axes routiers *en procedure d'urgence*

**2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS**

La mission du consultant consistera en :

- Mobiliser le plus grand nombre possible de conducteurs de camions et les intéresser au projet de recyclage et de sensibilisation ;
- Identifier et analyser les besoins en recyclage et en sensibilisation des conducteurs mobilisés, à partir des lacunes et des comportements déclarés ou observés ;
- Concevoir un document de recyclage et de sensibilisation répondant aux besoins identifiés ;
- Organiser des séances de recyclage, associées à des opérations de sensibilisation.

L'objectif quantitatif des conducteurs à sensibiliser est le suivant :

Axe routier	Nombre de conducteurs à recycler et sensibiliser
Axe Yaoundé – Douala – Limbe	100
Axe Yaoundé – Ebolowa – Ambam – Kye Ossi	50
Axe Yaoundé – Bertoua – Garoua Boulai	100
Axe Yaoundé – Bafoussam – Bamenda	50
Axe Ngaoundéré – Garoua – Maroua	100
Axe Douala – Bafoussam – Foumban	100
Total	500

La mission se déroulera en deux phases, sur une durée totale de six (06) mois.

**N.B:** CONFERE TDR.

**3. TRANCHES/ALLOTISSEMENT**

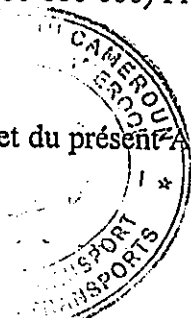
ras

**4. COÛT PRÉVISIONNEL**

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de cent millions (100 000 000) Francs CFA.

**5. DÉLAI D'EXÉCUTION**

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent Appel d'Offres est de six mois (06) mois.



**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°...../AONR/MINT/CIPM/2024**  
**DU 08 NOV. 2024 POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES CONDUCTEURS DES CAMIONS SUR CERTAINS**  
**AXES ROUTIERS EN PROCEDURE D'URGENCE**

Financement : Fonds Routier,  
Exercices : 2024 et suivant

**1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES**

Dans le cadre de ses activités de prévention et sécurité routières, le Ministre des Transports, Maître d'ouvrage, lance en procédure d'urgence, un Appel d'Offres National Restreint pour le renforcement des capacités des conducteurs des camions sur certains axes routiers *en procédure d'urgence*

**2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS**

La mission du consultant consistera en :

- Mobiliser le plus grand nombre possible de conducteurs de camions et les intéresser au projet de recyclage et de sensibilisation ;
- Identifier et analyser les besoins en recyclage et en sensibilisation des conducteurs mobilisés, à partir des lacunes et des comportements déclarés ou observés ;
- Concevoir un document de recyclage et de sensibilisation répondant aux besoins identifiés ;
- Organiser des séances de recyclage, associées à des opérations de sensibilisation.

L'objectif quantitatif des conducteurs à sensibiliser est le suivant :

Axe routier	Nombre de conducteurs à recycler et sensibiliser
Axe Yaoundé – Douala – Limbe	100
Axe Yaoundé – Ebolowa – Ambam – Kye Ossi	50
Axe Yaoundé – Bertoua – Garoua Boulai	100
Axe Yaoundé – Bafoussam – Bamenda	50
Axe Ngaoundéré – Garoua – Maroua	100
Axe Douala – Bafoussam – Foumban	100
Total	500

La mission se déroulera en deux phases, sur une durée totale de six (06) mois.

**N.B: CONFERE TDR.**

**3. TRANCHES/ALLOTISSEMENT**

ras

**4. COÛT PRÉVISIONNEL**

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de cent millions (100 000 000) Francs CFA.

**5. DÉLAI D'EXÉCUTION**

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent Appel d'Offres est de six mois (06) mois.

## 6. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent Appel d'Offres est restreinte à la liste des candidats pré-qualifiés ci-après :

N°	Noms des candidats pré-qualifiés	Adresses
1.	GREENFIELD GROUP	BP : 35 160 YDE /TEL : 678 752 633
2.	MERDOLF SARL	BP : 35 159 YDE/TEL : 222 22 05 56
3.	WHITE DOVE	BP : 3 774 YDE/TEL : 679 282 386
4.	ETS SIFCAM	BP : 8 324 yde /TEL : 677 809 636

NB : Les candidats de la liste restreinte ne peuvent s'associer en groupement.

## 7. FINANCEMENT

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Fonds Routier, Exercices : 2024 .

## 8. MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette prestation est exclusivement en ligne.

## 9. CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une caution de soumission timbrée, acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO dont le montant s'élève à deux millions (2 000 000) francs CFA accompagnée d'un récépissé de consignation délivré par le CDEC, et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

## 10. CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier physique peut être consulté aux heures ouvrables au service des Marchés du Ministère des Transports porte N° c120, téléphone 2 22 23 31 73 et la version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> ou <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)).

## 11. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier peut être obtenu au Ministère des Transports (service des Marchés, porte C120), dès publication du présent avis, moyennant paiement d'un montant non remboursable des frais d'acquisition du DAO de cent mille (100 000) francs FCFA payable au compte du Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

## 12. REMISE DES OFFRES

### 12.1. Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

Etant donné que la soumission sera exclusivement en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 16 DEC. 2024 à 13 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise dans les délais impartis et sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention.

**« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° ..... AONR/MINT/CIPM/2024  
DU 18 NOV 2024 POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES CONDUCTEURS DES  
CAMIONS SUR CERTAINS AXES ROUTIERS EN PROCEDURE D'URGENCE ».**

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

### **13. RECEVABILITÉ DES OFFRES**

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être produites en originaux ou en copies certifiées et placées en une seule copie dans une seule enveloppe et remises sous pli scellé. Elles devront être datées de moins de trois (3) mois précédant la date limite de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission
- le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Pour le cas de l'Appel d'Offres Restreint (ouverture en 02 temps) : il y a lieu de relever qu'en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés

#### 14. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des offres sera effectuée en deux temps.

L'ouverture des offres administratives et techniques aura lieu le **16 DEC 2024** à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère des Transports.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 80/100 seront ouvertes à ... par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

#### 15. CRITÈRES D'ÉVALUATIONS

##### 15.1. Les critères éliminatoires sont :

1. l'absence ou non-conformité de la caution de soumission timbrée au taux en vigueur accompagnée du récépissé de consignation délivré par le CDEC à l'ouverture des plis;
2. la non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission);
3. des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
4. d'une note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
5. de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
6. l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
7. l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
8. Absence de l'offre financière témoin
9. de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
10. de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
11. CCAP et TDR paraphés sur chaque page et signés à la dernière page avec la mention « lu et approuvé ;
12. Non-conformité du mode de soumission ;
13. Non-respect du format de fichier des Offres ;
14. Absence des originaux de l'Offres du soumissionnaire
15. Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEP'S.

##### Critères essentiels

N°	Critères	Notation
1	Présentation de l'offre	05 points ;
2	Expérience du Soumissionnaire (prestations similaires)	20 points
3	Compréhension des Termes de Référence	10 points ;
4	Méthodologie et plan de travail	10 points ;
5	Compétence du personnel clé pour la mission	45 points.

6	Moyen logistique et matériels	07 points
7	Capacité de préfinancement	03 points
	Total	100 points

15.2.

Les offres n'ayant pas obtenu au moins une note de 80 points sur 100 des critères essentiels,

#### - ATTRIBUTION

Le marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre sera évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques et financiers.

#### 16. ALLOTISSEMENT

Le présent dossier d'appel d'offres est en un lot unique

#### 17. DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

#### 18. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Transports / Direction des Affaires Générales/Service des Marchés du MINT, Porte C120, TEL : 222 22 31 73. Ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.publiccontracts.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le maître d'ouvrage.

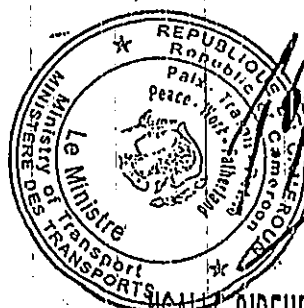
#### 19. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics(MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro .....

Fait à Yaoundé, le 17 0 NOV 20

Ampliation :

- MINT
- ARMP
- Président -CIPM-SPI
- Affichage
- SMAR/archivage



NOUKE BIBEHE Jean Ernest Masséna





RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER N° ...../AONR/MINT/CIPM/2024 DU ..... 10 NOV 2022  
FOR THE REINFORCEMENT OF TRUCK DRIVERS' CAPACITIES ON CERTAIN ROADS.

Funding: Road Safety Funds, Budget year: 2024  
Contracting Authority: The Minister of Transport

**Article 1: PURPOSE OF THE CALL FOR TENDERS**

As part of the road safety programme, the Minister of Transport, the project owner, is launching an emergency National Restricted Call for Tenders for capacity building for lorry drivers on certain roads.

This Call for Tenders follows the Call for Expression of Interest N°003/AAMI/MINT/SG/DAG/SDBMM/SMAR/2024 of 08 May 2024.

**Article 2: SCOPE OF SERVICES**

The consultant's task will be to:

- Mobilise as many truck drivers as possible and interest them in the recycling and awareness-raising project;
- Identify and analyse the recycling and awareness-raising needs of the drivers mobilised, based on gaps and behaviours reported or observed;
- Design a retraining and awareness-raising document that meets the needs identified;
- Organise retraining sessions, combined with awareness-raising operations.

The target number of drivers to raise awareness is as follows:

Road axis	Number of drivers to be recycled
Yaoundé – Douala – Limbe	100
Yaoundé – Ebolowa – Ambam – Kye Ossi	50
Yaoundé – Bertoua – Garoua Boulai	100
Yaoundé – Bafoussam – Bamenda	50
Ngaoundéré – Garoua – Maroua	100
Douala – Bafoussam – Foumban	100
Total	500

The assignment will be carried out in two phases, over a total period of six (06) months.

**Article 3. Execution Deadline**

The maximum period specified by the Contracting Authority for the performance of the services covered by this Invitation to Tender is SIX (06) months in two (2) phases.

**Article 4. Estimated Cost**

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is one hundred million (100,000,000) CFA francs:

**Article 5: Participation and Origin**

Participation in this invitation to tender is reserved solely for candidates from the following list:

N°	Names of pre-qualified candidates	Adresses
1.	GREENFIELD GROUP	BP : 35 160 YDE /TEL : 678 752 633
2.	MERDOLF SARL	BP : 35 159 YDE/TEL : 222 22 05 56
3.	WHITE DOVE	BP : 3 774 YDE/TEL : 679 282 386
4.	ETS SIFCAM	BP : 8 324 yde /TEL : 677 809 636

**NB: Candidates on the shortlist may not form a consortium.**

#### Article 6: Funding

The services covered by this invitation to tender are financed by the Road Fund, Financial Year: 2024.

#### Article 7: Provisional Bond

To avoid rejection, each bidder must enclose with his administrative documents a bid bond of one million six hundred thousand (2,000,000) CFA francs, issued by a first class bank or a financial institution approved by the Ministry of Finance and listed in Exhibit 12 of the Tender Document. This bond is valid for one hundred and twenty (120) days from the deadline for submission of Bids.

#### Article 8: Consultation of the Tender Documents

The Tender Documents may be consulted at the Ministry of Transport, Contracts Department, door C120, Tel. (237) 222 23 31 73, upon publication of the present notice.

The Tender files may as well be accessed through the COLEPS platform through the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> , <http://www.publicscontracts.cm> upon publication of the present notice.

#### Article 9: Acquisition of the Tender Documents

The Tender Documents may be obtained from the Ministry of Transport, Contracts Department, upon publication of this notice against presentation of a receipt for payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of one hundred thousand (100,000) CFA francs.

It is also possible to obtain the Tender Documents by downloading it free of charge from the COLEP'S platform available at the above-mentioned addresses for the electronic version. However, online submission is subject to payment of the Tender Documents purchase fee.

#### Article 10: Bid Submission

##### 10.1 File Size and Format

For online submission, the maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the Bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Applicants must use compression software to reduce the size of the files to be sent.

Given that the bid will be exclusively online, the tender must be submitted by the tenderer on the COLEPS platform no later than 1 p.m. on ..... 2024. A backup copy of the bid recorded on a USB key or CD/DVD must be sent within the time limit and in a sealed envelope clearly and legibly marked 'backup copy', in addition to the words

**RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER N° 004...../AONR/MINT/CIPM/2024 DU..... 10 NOV 2024**  
**FOR THE REINFORCEMENT OF TRUCK DRIVERS' CAPACITIES ON CERTAIN ROADS.**  
**"TO BE OPENED ONLY DURING BID OPENING SESSION"**

In addition, the initialed originals of the administrative, technical and financial bids, drawn up in French or English, must be submitted in a sealed envelope to the Procurement Department of the Ministry of Transport no later than 1 p.m. on ~~16 DEC 2024~~ **16 DEC 2024** and must be marked as above.

#### Article 11: Bid Admissibility

The other administrative documents required must be produced in originals or certified copies by the issuing department or an administrative authority (governor, divisional officer, sub-divisional officer), in accordance with the stipulations of the Special Rules for Invitations to Tender.

They must be dated less than three (03) months before the deadline for submission of bids or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

Any tender that does not comply with the requirements of this notice and the Tender Documents will be declared inadmissible.

#### Article 12: Opening of Bids

**16 DEC 2024**

The bids will be opened at the MINT conference room on .....2024 at 2 p.m. by the Internal Contract Award Committee, sitting if possible in the presence of the tenderers or their duly authorised representatives, who will have full knowledge of the bid for which they are responsible.

The relevant internal contract award committee will immediately draw up a report on the opening of the bids.

Once the administrative bids have been examined and the technical bids analysed, the financial bids will be opened under the same conditions, at a later date which will be communicated to the tenderers whose technical bids have obtained a technical score equal to or higher than eighty (80) points out of one hundred (100).

#### Article 13: Evaluation Criteria

##### 13.1 Eliminatory Criteria

- Absence of the bid bond at the opening of tenders;
- Absence or non-conformity of at least one of the documents in the required administrative file, with the exception of the tender deposit, 48 hours after the opening of the Tenders;
- Absence of the backup copy in the event of malfunction of the COLEP'S platform in the event of online submission.
- False declaration, falsified or inauthentic document;
- Belonging to the list of defaulting companies drawn up annually by the Ministry of Public Procurement;
- Tender (technical or financial file) that does not comply with the requirements of the DAO,
- Incomplete financial file;
- Failure to include a quantified unit price in the BPU;
- Obtaining a score below 80% of the essential criteria
- Non-compliance with the submission method;
- Non-compliance with the tender file format;
- Absence of the original tender documents.

NB: when the bids are opened, bidders will be given forty-eight (48) hours to produce or replace any missing or non-compliant part of the administrative file, with the exception of the bid bond.

##### 13.2 Essential Criteria

Points will be awarded for the following essential criteria.

N°	Criteria	Score
----	----------	-------

1	Presentation of the bid	05 points;
2	Experience of the Bidder	20 points
3	Understanding of the Terms of Reference	15 points;
4	Methodology and work plan	15 points;
5	Competence of key personnel for the assignment	25 points.
6	Pre-financing capacity	05 points
	<b>Total</b>	<b>100 points</b>

Bids that do not obtain at least a technical score of 80 points out of 100 for the essential criteria will not be eligible for the financial analysis.

#### Article 14: Discounts

To be taken into account, any discounts granted must be stated in words and figures and not handwritten on the tender letter.

#### Article 15: Selection Method

The consultant will be selected according to the quality-cost method: technical score out of 80 points and financial score out of 20 points in accordance with the procedures described in the present Tender Document.

#### Article 16: Attribution

The Employer will award the Contract to the Tenderer whose bid, after evaluation, is the most competitive, i.e. which has obtained the highest final score, calculated according to the following formula: Final score =  $(80/100 \times \text{technical score} + 20/100 \times \text{financial score})$ .

#### Article 17: Bid Validity

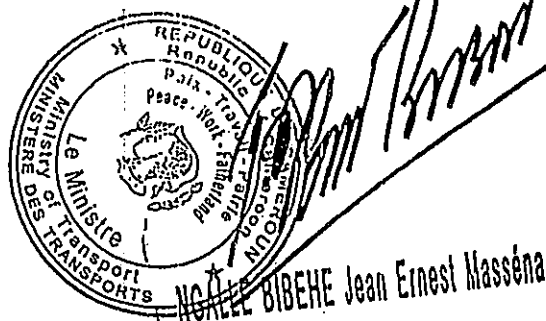
Bidders remain bound by their bids for 120 days from the deadline for submission of bids.

#### Article 18: For Further Information

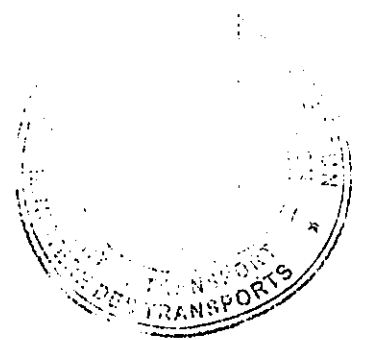
Further information can be obtained during working hours from the Direction des Affaires Générales du Ministère des Transports, Service des Marchés, Tel: 222 23 31 73

Yaounde, on the 10 NOV 2024  
The Minister of Transport

Copies  
MINT  
ARMP  
CIPM-MINT  
SMAR  
Noticeboard

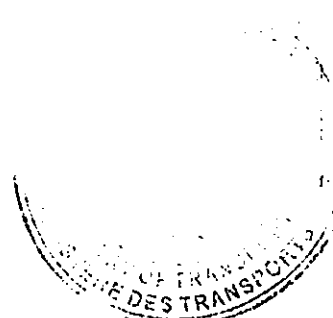


**Pièce N° 3 : Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)**



# TABLE DES MATIERES

A. . Généralité.....	Erreur ! Signet non défini.
Article1 : Objet de la consultation.....	Erreur ! Signet non défini.
Article 2 Financement.....	18
Article 3-Principes éthiques, Fraude et corruption.....	18
Article 4- Candidats admis à concourir.....	19
Article 5-Documents établissant la qualification du Soumissionnaire.....	20
Article 6-Contenu du Dossier d'Appel d'Offres.....	21
Article 7-Eclaircissements apportés au dossier d'appel d'offres et recours.....	21
Article 8- Modifications apportées au DAO.....	22
Article 9-Frais de soumission.....	22
Article 10-Langue de l'offre.....	23
Article 11-Documents constituant l'offre.....	23
Article 12- Montant de l'offre.....	25
Article 13- Monnaies de soumission et de règlement.....	25
Article 14- Validité des offres.....	26
Article 15-Cautionnement de soumission.....	27
Article 16-Réunion préparatoire à l'établissement des offres.....	27
Article 17-Forme, format et signature de l'offre.....	28
Article 18-Cachetage et marquage des offres.....	28
Article 19-Date et heure limites de dépôt des offres et mode de soumission.....	29
Article 20-Offres hors délai.....	30
Article 21-Modification, substitution et retrait des offres.....	30
Article 22- Ouverture des plis et recours.....	30
Article 23- Caractère confidentiel de la procédure.....	31
Article 24- Eclaircissements sur les offres en phase d'analyse.....	31
Article 25- Détermination de la conformité des offres.....	32
Article 26- Evaluation des propositions et recours.....	32
Article 27 : Correction des erreurs.....	34
Article 28- Négociations.....	34
Article 29- Attribution.....	35
Article 30- Infructuosité ou annulation d'une procédure.....	35
Article 31- Notification de l'attribution du marché.....	36
Article 32- Publication des résultats d'attribution et recours.....	36
Article 33- Signature du marché.....	36
Article 34- Cautionnement définitif	37



## Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)

### A. GENERALITES

#### Article 1 : Objet de la consultation

1.1). Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué sélectionne un Prestataire parmi les candidats dont les noms figurent sur la liste restreinte, conformément à la méthode de sélection spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'appel d'offres figurent dans le RPAO.

1.2). Les Candidats présélectionnés ou relevant de la catégorie (à préciser) sont invités à soumettre un dossier administratif, une proposition technique et une proposition financière pour la prestation des services nécessaires à l'exécution de la mission désignée dans les Termes de Référence. La proposition servira de base aux négociations du contrat et, à terme, au contrat signé avec le Candidat retenu.

1.3). La mission sera accomplie conformément au calendrier indiqué dans les Termes de Référence et rappelé dans le RPAO. Lorsque la mission comporte plusieurs phases, la performance du Prestataire durant une phase donnée devra donner satisfaction au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué avant que la phase suivante ne débute.

1.4). Les Candidats doivent s'informer des conditions locales et en tenir compte dans l'établissement de leur proposition. Pour obtenir des informations de première main sur la mission et les conditions locales, il est recommandé aux Candidats, avant de soumettre une proposition, d'assister à la conférence préparatoire aux propositions, si le RPAO en prévoit une. Mais participer à ce genre de réunion n'est pas obligatoire. Les candidats ou leurs représentants doivent contacter les responsables mentionnés dans le RPAO pour organiser une visite ou obtenir des renseignements complémentaires sur la conférence préparatoire. Les Candidats ou leurs représentants doivent faire en sorte que ces responsables soient avisés de leur visite en temps voulu pour pouvoir prendre les dispositions appropriées.

1.5). Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué fournit les informations spécifiées dans les Termes de Référence, aide le Prestataire à obtenir les licences et permis nécessaires à la prestation des services, et fournit en temps opportun les données et rapports afférents aux projets pertinents

1.6). Veuillez noter que :

i. Les coûts de l'établissement de la proposition et de la négociation du contrat, y compris de la visite au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, ne sont pas considérés comme des coûts directs de la mission et ne sont donc pas remboursables ; et que

ii. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué n'est nullement tenu d'accepter l'une quelconque des propositions qui auront été soumises.

1.6.1 Les Prestataires fournissent des conseils professionnels objectifs et impartiaux. En toutes circonstances ils défendent avant tout les intérêts du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, sans faire entrer en ligne de compte l'éventualité d'une mission ultérieure, et qu'ils évitent scrupuleusement toute possibilité de conflit avec d'autres activités ou avec les intérêts de leur société. Les prestataires ne doivent pas être engagés pour des missions qui seraient incompatibles avec leurs obligations présentes ou passées envers d'autres Maîtres d'Ouvrages ou Maîtres d'Ouvrages Délégués, ou qui risqueraient de les mettre dans l'impossibilité d'exécuter leur tâche au mieux des intérêts du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué.

1.6.2 Sans préjudice du caractère général de cette règle, les Prestataires ne sont pas engagés dans les circonstances stipulées ci-après :

a. Aucune entreprise engagée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour fournir des biens ou réaliser des prestations pour un projet, ni aucune entreprise qui lui est affiliée, n'est admise à fournir des services de conseil pour le même projet. De la même manière, aucun bureau d'études engagé pour fournir des

services de conseil en vue de la préparation ou de l'exécution d'un projet, ni aucune entreprise qui lui est affiliée, n'est admis ultérieurement à fournir des biens, réaliser des prestations, ou assurer des services liés à sa mission initiale pour le même projet (à moins qu'il ne s'agisse d'une continuation de cette mission);

b. Ni les prestataires, ni aucune des entreprises qui leur sont affiliées ne peuvent être engagés pour une mission qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec une autre de leurs missions.

1.6.3 Comme indiqué à l'alinéa (a) de la clause ci-dessus, des Prestataires peuvent être engagés pour assurer des activités en aval lorsqu'il est essentiel d'assurer une certaine continuité, auquel cas le RPAO doit faire état de cette possibilité et les critères utilisés dans la sélection du prestataire doivent prendre en compte la probabilité d'une reconduction. Il appartiendra exclusivement au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué de décider de faire exécuter ou non des activités en aval et, dans l'affirmative, de déterminer quel Prestataire sera engagé à cette fin.

## **Article 2 Financement**

La source de financement des Prestations objet du présent appel d'offres est précisée dans le RPAO.

## **Article 3-Principes éthiques, Fraude et corruption**

3.1. Les agents relevant du service public, les soumissionnaires et les titulaires de marché, ainsi que toute personne intervenant à quelque titre que ce soit dans la chaîne de passation, d'exécution, de contrôle et de régulation des marchés, sont soumis aux dispositions des lois et règlements interdisant les actes de corruption, les manœuvres frauduleuses, les pratiques collusoires, coercitives ou obstructives, les conflits d'intérêts, les délits d'initiés et les complicités.

A cet égard, les soumissionnaires souscrivent la charte d'intégrité dont le modèle est joint en annexe du présent Dossier d'Appel d'Offres (pièce 10).

3.2- Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué exige des soumissionnaires et de ses cocontractants, qu'ils respectent les règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution de ces marchés. En vertu de ce principe, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué :

a. Définit aux fins de cette clause, les expressions ci-dessous de la façon suivante :

i. Est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte directement ou indirectement un quelconque avantage en vue d'influencer indûment l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;

ii. Se livre à des "manœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;

iii. "Pratiques collusoires" désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué en ait connaissance ou non) qui s'entendent dans le but de maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;

iv. "Pratiques coercitives" désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre de manière directe ou indirecte afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.

v. « Conflit d'intérêt » Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt dans les conditions ci-après :

- Est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ;

ou

- Présente plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon la clause 17, le cas échéant ; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous-traitants dans plus d'une offre.

- Le Maître d'Ouvrage ou le Maîtres d'Ouvrage Délégué possède des intérêts financiers dans sa géographie du capital de nature à compromettre la transparence des procédures de passation des marchés publics ;

vi. La complicité s'entend de :

- L'omission ou la négligence d'effectuer les contrôles ou de donner les avis techniques prescrits ;

- L'abstention volontaire de porter à la connaissance du Maître d'ouvrage ou de l'autorité compétente, les irrégularités constatées lors de la réalisation de ses missions.

vii. Se livre à des « pratiques obstructives » quiconque commet des actes vint à la destruction, à la falsification, l'altération ou la dissimulation des preuves sur lesquelles se fonde enquête ou toutes fausses déclarations faites aux enquêteurs ou bien toute menaces, harcèlement ou intimidation) l'encontre d'une personne aux fins de l'empêcher de révéler des informations relatives à une enquête, ou bien de poursuivre celle-ci.

b. toute proposition d'attribution est rejetée s'il est prouvé que l'attributaire proposé est, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption, de conflit d'intérêt ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires, coercitives ou obstructives pour l'attribution de ce marché.

3.3- Les candidats communiquent les renseignements sur les commissions et primes éventuellement réglées ou devant être réglées à des agents en rapport avec la présente proposition, et l'exécution du contrat s'il est attribué au candidat, comme demandé sur le formulaire de proposition financière (lettre de soumission).

3.4- Les candidats ne doivent pas avoir été déclarés exclus de toutes attributions de contrats pour corruption ou manœuvres frauduleuses.

3.5- L'Autorité chargée des Marchés Publics, peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (2) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire ou cocontractant de l'Administration reconnu coupable de trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de complicité, de délit d'initiés, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans l'offre, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

3.6- Lorsque le Candidat propose un agent public, dans sa proposition technique, cet agent s'engage à fournir une attestation écrite de son ministère ou employeur attestant du fait qu'il bénéficie d'une disponibilité et qu'il est autorisé à travailler à temps complet en dehors de son poste officiel antérieur. Le Candidat présentera cet engagement au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué dans le cadre de sa Proposition technique.

3.7. L'Autorité chargée des Marchés Publics, peut prendre à l'encontre des acteurs publics reconnus coupables de violation des dispositions du Code des Marchés Publics, une décision d'interdiction d'intervenir dans la passation et le suivi de l'exécution des Marchés Publics pendant une période n'excédant pas deux (2) ans

#### **Article 4- Candidats admis à concourir**

4.1). En dehors de l'appel d'offres restreint qui s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de préqualification et/ou ceux retenus dans le cadre de la catégorisation préalablement indiquée dans l'avis d'appel d'offres et rappelé dans le RPAO, en règle En règle générale, l'appel d'offres s'adresse à tous les soumissionnaires, sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'éligibilité ci-après :

a. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement le cas échéant ;

b. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt sous peine de disqualification. Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt dans les conditions ci-après :

i. Est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ;

ii. Présente plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon la clause 17, le cas échéant ; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous-traitants dans plus d'une offre.

iii Le Maître d'Ouvrage ou le Maîtres d'Ouvrage Délégué participe au capital du soumissionnaire de nature à

compromettre la transparence des procédures de passation des marchés publics ;

iv est affilié à un groupe ou entité que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué a recruté ou envisage de recruter pour participer au contrôle.

c. Une personne morale de droit public (entreprise publique ou Etablissement Public camerounaise) si elle démontre qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) administrée selon les règles du droit commercial ou de la comptabilité privée et (iii) n'est pas sous la tutelle du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué sauf autorisation expresse de l'Autorité chargée des marchés publics.

d. Les organisations de la société civile et les Etablissements publics à condition que les prix proposés soient concurrentiels, c'est-à-dire, qu'ils aient été déterminés(i) en prenant en compte l'ensemble des coûts directs et indirects concourant à la formation du prix de la prestation objet du contrat et(ii) qu'ils n'ont pas bénéficié, dans la détermination de ce prix, des avantages découlant des ressources qui leur sont attribuées au titre de leurs missions de service public.

4.2). L'appel d'offres est ouvert/ou restreint selon les spécifications du RPAO à tous les candidats qui remplissent les conditions ci-après :

a). ne pas être en état de liquidation judiciaire ou en faillite;

b). ne pas être frappé de l'une des interdictions ou d'échéances prévues par les lois et règlements en vigueur, aussi bien au plan national qu'international;

c). souscrire aux déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur.

4.3. Pour soumissionner par voie électronique via COLEPS, le candidat ou soumissionnaire doit être enregistré sur ladite plateforme et disposer d'un certificat électronique valide.

4.4. Si l'appel d'offres est restreint, la consultation s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de pré qualification et/ou à ceux retenus dans le cadre de la catégorisation préalablement indiquée dans l'avis d'appel d'offres et rappelée dans le RPAO.

#### **Article 5-Documents établissant la qualification du Soumissionnaire**

5.1). Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre:

a). produire un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le soumissionnaire;

b). Fournir les documents permettant d'établir la qualification du soumissionnaire selon la liste prévue au RPAO et comprenant notamment, toutes les informations (compléter ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de pré qualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une pré qualification) qui leur sont demandées dans le RPAO.

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant:

i. La production de l'extrait des bilans certifiés faisant ressortir le chiffre d'affaires et les résultats ;

ii. Accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières;

iii. Les marchés exécutés ;

iv. la liste du personnel clé;

vi. La disponibilité du matériel indispensable ;

vii Le Certificat de catégorisation pour les prestataires de BTP, le cas échéant.

5.2). Les soumissions présentées par deux ou plusieurs entrepreneurs groupés (co-traitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes:

a). L'offre devra inclure pour chacune des entreprises, tous les renseignements énumérés à l'Article 5.1 ci-dessus. Le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement;

b. L'offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement;

c. La nature du groupement (conjoint ou solidaire tel que requis dans le RPAO) doit être précisée et justifiée

par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme;

d. Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis à vis du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué pour l'exécution du marché;

e. En cas de groupement solidaire, les co-traitants se répartissent les paiements qui sont effectués par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans un compte unique. En cas de groupement conjoint, les tâches de chaque membre doivent être précisées et chaque entreprise est payée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans son propre compte.

5.3). Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux Termes de Référence et aux délais d'exécution visés dans le RPAO.

## **B. DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

### **Article 6-Contenu du Dossier d'Appel d'Offres**

6.1). Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les prestations faisant l'objet du marché, fixe les procédures de consultation des entreprises et précise les conditions du marché. Outre le(s) additif(s) publié(s) conformément à l'article 8 du RGAO, il comprend aussi les principaux documents énumérés ci-après:

- Pièce n°0 : La lettre d'invitation à soumissionner (en cas d'Appels d'Offres Restreints);
- Pièce n°1 : L'Avis d'Appel d'Offres rédigé en français et en anglais (AAO);
- Pièce n°2 : Le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO) ;
- Pièce n°3 : Le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO);
- Pièce n°4 : Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP);
- Pièce n°5 : Les Termes de Référence (TDR);
- Pièce n°6 : Les Tableaux-Types (Proposition technique);
- Pièce n°7 : Les Tableaux-Types (Proposition financière) ;
- Pièce n°8 : Le modèle de marché ;
- Pièce n° 9 : Les Modèles ou formulaires types à utiliser par les Soumissionnaires notamment:
  - a. Le Modèle de Déclaration d'intention de soumissionner;
  - b. Le Modèle de cautionnement de soumission ;
  - c. Le Modèle de cautionnement définitif ;
  - d. Le Modèle de cautionnement d'avance de démarrage ;
  - e. Les Modèles de fiches de présentation du matériel;
  - f. Le modèle de cadre d'accord de groupement;
- Pièce n°10 : charte d'intégrité;
- Pièce n°11 : Engagement social et Environnemental;
- Pièce n° 12 : visa de maturité ou les justificatifs des études préalables à remplir par le maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage délégué d'Ouvrage Délégué, la disponibilité de financement ou l'inscription budgétaire.;
- Pièce n° 13 : La liste des institutions financières ou organismes agréés par le ministre en charge des finances et habilités à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, à insérer par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué

6.2). Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards audit dossier.

### **Article 7-Eclaircissements apportés au dossier d'appel d'offres et recours**

7.1) Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut en faire la demande à l'Autorité Contractante par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué indiquée dans le RPAO ou via COLEPS. Cependant, l'Autorité Contractante répondra par écrit ou par courrier électronique ou via COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué dans le DAO à toute demande d'éclaircissement reçue au moins quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des offres.

7.2) Une copie de la réponse du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres.

7.3) Tout soumissionnaire qui s'estime lésé peut introduire une requête auprès l'Autorité Contractante. En cas d'appel d'offres restreint, le recours doit :

i) à la phase de pré-qualification, porter sur des demandes de réexamen des conditions de sollicitation, de pré-qualification ou sur des demandes de réexamen des décisions ou actes pris par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué lors de la procédure de pré-qualification.

ii) Les candidats disposent de cinq (05) jours ouvrables avant la date de dépôt des candidatures et cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats de la pré-qualification pour introduire leur recours l'Autorité Contractante, avec copie à l'Autorité chargée des marchés publics et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

iii) Ce recours n'est pas suspensif.

7.4) Lorsque l'appel d'offres est la procédure retenue, le recours doit être adressé, entre la publication de l'Avis d'appel d'offres et l'ouverture des plis :

i) à l'Autorité Contractante, avec copie à l'Autorité chargée des Marchés Publics et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ;

ii) il doit parvenir à l'Autorité Contractante, au plus tard quatorze (14) jours ouvrables avant la date d'ouverture des offres ;

iii) l'Autorité Contractante, dispose de cinq (05) jours ouvrables pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'Autorité chargée des Marchés Publics et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ;

iv) en cas de désaccord entre le requérant et l'Autorité Contractante, le recours est porté par le requérant au Comité chargé de l'examen des recours.

v) ce recours n'est pas suspensif.

#### **Article 8- Modifications apportées au DAO**

8.1) Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou consécutivement à une saisine d'un soumissionnaire modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

8.2) Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres conformément aux dispositions de l'article 6 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié par tout moyen laissant trace écrite à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres ou via COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage dans le DAO

8.3) Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte de l'additif dans la préparation de leurs offres, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'article 19 du RGAO.

#### **C. PREPARATION DES OFFRES**

##### **Article 9-Frais de soumission**

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué n'est en aucun cas responsable de ces frais, ni tenu de les régler, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

## Article 10-Langue de l'offre

L'offre ainsi que toute correspondance et tout document, échangé entre le Soumissionnaire et le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais fait par un traducteur agréé ; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

## Article 11-Documents constituant l'offre

11.1) L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en trois volumes:

### *a. Volume 1 : Dossier administratif*

Il comprend notamment :

a.1. Tous les documents attestant que le soumissionnaire:

- a souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur;
- s'est acquitté des droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit;
- n'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite;
- n'est pas frappé d'une des interdictions ou d'échéances prévues par les lois et règlements en vigueur, aussi bien au plan national qu'international.

a.2. Le cautionnement de soumission établi conformément aux dispositions de l'article 15 du RGAO ;

a.3. L'acte écrit donnant pouvoir au signataire de l'offre d'engager la Société conformément aux dispositions de l'article 5 du RGAO

### *b. Volume 2 : Proposition technique*

Elle comprend notamment :

#### *b.1. Les renseignements sur les qualifications*

Le RPAO précise la liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier les critères de qualification mentionnés à l'article 5 du RGAO, notamment les références de l'entreprise, le matériel et la liste du personnel.

#### *b.2. Méthodologie*

Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires, notamment : une note méthodologique portant sur une analyse des prestations et précisant l'organisation et le programme que le soumissionnaire compte mettre en place ou en œuvre pour les réaliser (Collecte des données, déploiement des experts, planning, sous-traitance, le cas échéant, etc.).

#### *b.3. Les preuves d'acceptation des conditions du marché*

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées, renseignées et signées des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir:

- i. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP);
- ii. Les termes de références (TDR).

#### *b.4. Commentaires CCAP et TDR (facultatifs)*

11.2) Les soumissionnaires formuleront un commentaire sur les choix techniques du projet et d'éventuelles propositions.

11.3) Lors de l'établissement de la Proposition technique, les Candidats sont censés examiner les documents constituant le présent Dossier de Consultation en détail. L'insuffisance patente des renseignements fournis peut entraîner le rejet d'une proposition.

11.4) En établissant la Proposition technique, les Candidats doivent prêter particulièrement attention aux considérations suivantes :

- i. Le Candidat qui estime ne pas posséder toutes les compétences nécessaires à la mission peut se les procurer en s'associant avec un ou plusieurs Candidat(s) individuel(s) et/ou d'autres Candidats sous forme de groupement d'entreprises ou de sous-traitance, en tant que de besoin. Les Candidats ne peuvent s'associer avec les autres Candidats sollicités en vue de cette mission qu'avec l'approbation du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, comme indiqué dans le RPAO. Les candidats sont encouragés à rechercher la participation de candidats nationaux en concluant des actes de coentreprise (actes notariés) avec eux ou en leur sous-traitant une partie de la mission ;
- ii. Pour les missions reposant sur le temps de travail, l'estimation du temps de travail du personnel est fournie dans le RPAO. Cependant, la proposition doit se fonder sur l'estimation du temps de travail du personnel qui est faite par le Candidat ;
- iii. Il est souhaitable que le personnel spécialisé proposé soit composé en majorité de salariés permanents du Candidat ou entretienne avec lui, de longue date une relation de travail stable ;
- iv. Le personnel spécialisé proposé doit posséder au minimum l'expérience indiquée dans le RPAO, qu'il aura de préférence acquise dans des conditions de travail analogues à celles du pays où doit se dérouler la mission;
- v. Il ne peut être proposé un choix de personnel spécialisé, et il n'est autorisé de soumettre qu'un curriculum vitae (CV) par poste.

11.5) Les rapports que doivent produire les Candidats dans le cadre de la présente mission doivent être rédigés dans la (les) langue(s) stipulée(s) dans le RPAO. Il est souhaitable que le personnel du Candidat ait une bonne connaissance pratique des langues française et anglaise ;

11.6) La Proposition technique fournit les informations suivantes à l'aide des Tableaux joints (Pièce 4) :

- i. Une brève description du Candidat et un aperçu de son expérience récente dans le cadre de missions similaires (Tableau 4B). Pour chacune d'entre elles, ce résumé doit notamment indiquer les caractéristiques du personnel proposé, la durée de la mission, le montant du contrat et la part prise par le candidat ;
- ii. Toutes les observations ou suggestions éventuelles sur les Termes de référence et les données, services et installations devant être fournis par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué (Tableau 4C) ;
- iii. Un descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposés pour accomplir la mission (Tableau 4D) ;
- iv. La composition de l'équipe proposée, par spécialité, ainsi que les tâches qui sont confiées à chacun 40 de ses membres et leur calendrier (Tableau 4E) ;
- v. Des curricula vitae récemment signés par le personnel spécialisé proposé et le représentant du Candidat habilité à soumettre la proposition (Tableau 4F). Parmi les informations clés doivent figurer, pour chacun, le nombre d'années d'expérience du Candidat et l'étendue des responsabilités exercées dans le cadre de diverses missions au cours des dix (10) dernières années ;
- vi. Les estimations des apports de personnel (cadres et personnel d'appui, temps) nécessaire à l'accomplissement de la mission, justifiées par des diagrammes à barres indiquant le temps de travail prévu pour chaque cadre de l'équipe (Tableaux 4E et 4G) ;
- vii. Une description détaillée de la méthode, de la dotation en personnel et du suivi envisagés pour la formation, si le RPAO spécifie que celle-ci constitue un élément majeur de la mission ;
- viii. Toute autre information demandée dans le RPAO.

11.7) La Proposition technique ne doit comporter aucune information financière.

c) Volume 3 : Proposition financière

11.8- Elle comprend les éléments permettant de justifier le coût des prestations, à savoir:

- c.1. La soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle ou le formulaire type joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée;
- c.2. Les tableaux des coûts unitaires du personnel, des frais remboursables et des frais divers ;

- c.3. Le détail quantitatif estimatif dûment rempli;
- c.4. Les ventilations des coûts et des rémunérations par activité;
- c.5. L'échéancier prévisionnel de paiements, le cas échéant.

11.9 Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles ou formulaires types prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres, sous réserve des dispositions de l'Article 15.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Cautionnement de Soumission.

11.10- Les soumissionnaires indiqueront les rabais consentis dans leurs offres. Si, conformément aux dispositions du RPAO, les soumissionnaires présentent des offres pour plusieurs lots du même Appel d'offres, ils pourront indiquer les rabais offerts en cas d'attribution de plus d'un lot. Ils préciseront les conditions d'application de ce rabais.

11.11- La Proposition financière doit être établie au moyen des Tableaux types (Pièce 5). Elle énumère tous les coûts afférents à la mission. Si besoin est, toutes les charges peuvent être ventilées par activité.

11.12- La Proposition financière doit présenter séparément les impôts, droits (y compris cotisations de sécurité sociale), taxes et autres charges fiscales applicables en vertu de la législation en vigueur sur les candidats, les sous-traitants et leur personnel (autre que les ressortissants ou résidents permanents du Cameroun), sauf indication contraire dans le RPAO.

11.13-Il est supposé que les activités et intrants décrits dans la Proposition technique pour lesquels aucun coût n'est mentionné sont inclus dans le coût des autres activités et intrants.

11.14-Les candidats libelleront les prix de leurs services dans la (les) monnaie(s) spécifiée(s) dans le RPAO.

11.15-Les commissions et primes, éventuellement réglées ou devant être réglées par les Candidats en rapport avec la mission ou la prestation, sont précisées dans la lettre de soumission de la Proposition financière (Section 5.A).

11.16-Le RPAO indique combien de temps les propositions doivent demeurer valides à compter de la date de soumission. Pendant cette période, les candidats doivent garder à disposition le personnel spécialisé proposé pour la mission. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué fait tout son possible pour mener à bien les négociations dans ces délais. Si celui-ci souhaite prolonger la durée de validité des propositions, les Candidats qui n'y consentent pas sont en droit de refuser une telle prolongation.

#### **Article 12- Montant de l'offre**

12.1. Sauf indication contraire figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres, le montant du marché couvrira l'ensemble des prestations décrites conformément à l'article 1.1 du RGAO, sur la base du Détail Quantitatif et Estimatif chiffrés découlant des coûts unitaires et de la ventilation des coûts par activité tels que présentés par le soumissionnaire.

12.2 Le soumissionnaire remplira les prix unitaires et totaux de tous les postes du bordereau de prix et du Détail quantitatif et estimatif.

12.3. Sous réserve des dispositions contraires prévues dans le RPAO et au CCAP, tous les droits, impôts, taxes et assurances payables par le soumissionnaire au titre du futur Marché, ou à tout autre titre, trente (30) jours avant la date limite de dépôt des offres seront inclus dans les prix et dans le montant total de son offre.

12.4. Si les clauses de révision et/ou d'actualisation des prix sont prévues au marché, la date d'établissement des prix initiaux, ainsi que les modalités de révision et/ou d'actualisation desdits prix doivent être précisées. Etant entendu que tout Marché dont la durée d'exécution est au plus égale à un (1) an ne peut faire l'objet de révision de prix.

12.5. Les soumissionnaires indiqueront les rabais consentis dans leurs offres. Par ailleurs, ils préciseront les conditions d'application de ce rabais.

12.6 Tous les prix unitaires assortis des quantités doivent être justifiés par des sous-détails établis conformément au cadre proposé à la pièce N° 7 du DAO.

#### **Article 13- Monnaies de soumission et de règlement**

13.1. En cas d'Appels d'Offres Internationaux, les monnaies de l'offre doivent suivre les dispositions soit de l'Option A ou de l'Option B ci-dessous; l'option applicable étant celle retenue dans le RPAO.

13.2. Option A : le montant de la soumission est libellé entièrement en monnaie nationale

Le montant de la soumission, les coûts unitaires et les prix du détail quantitatif et estimatif sont libellés entièrement en francs CFA de la manière suivante:

a. Les prix seront entièrement libellés dans la monnaie nationale. Le soumissionnaire qui compte engager des dépenses dans d'autres monnaies pour la réalisation des prestations, indiquera en annexe à la soumission le ou les pourcentages du montant de l'offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaies étrangères, sans excéder un maximum de trois monnaies de pays membres de l'institution de financement du marché.

b. Les taux de change utilisés par le Soumissionnaire pour convertir son offre en monnaie nationale seront spécifiés par le soumissionnaire en annexe à la soumission conformément aux précisions du RPAO. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du Marché, pour qu'aucun risque de change ne soit supporté par le Soumissionnaire retenu.

13.3. Option B : Le montant de la soumission est directement libellé en monnaie nationale et étrangère.

Le soumissionnaire libellera les coûts unitaires et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante:

a. Les coûts des charges nécessaires aux prestations que le Soumissionnaire compte se supporter dans le pays du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué seront libellés en francs CFA tels que spécifié au RPAO et dénommée "monnaie nationale".

b. Les coûts des charges nécessaires aux prestations que le Soumissionnaire compte se procurer en dehors du pays du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué seront libellés dans la monnaie du pays du soumissionnaire ou de celle d'un pays membre éligible largement utilisée dans le commerce international.

13.4. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut demander aux soumissionnaires d'exprimer leurs besoins en monnaies nationale et étrangère et de justifier que les montants inclus dans les coûts unitaires et totaux, et indiqués en annexe à la soumission, sont raisonnables; à cette fin, un état détaillé de ses besoins en monnaies étrangères sera fourni par le soumissionnaire.

13.5. Durant l'exécution des prestations, la plupart des monnaies étrangères restant à payer sur le montant du marché peut être révisée d'un commun accord par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et l'entreprise de façon à tenir compte de toute modification survenue dans les besoins en devises au titre du marché.

#### Article 14- Validité des offres

14.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres pour compter de la date de remise des offres fixée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, en application de l'article 19 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte, au dépouillement, sera considérée par la Commission de passation des marchés comme non conforme, sauf si le délai de validité du cautionnement de soumission est conforme. Dans ce cas, un délai de quarante-huit (48) heures est accordé au soumissionnaire pour en produire une nouvelle lettre de soumission en phase avec le cautionnement de soumission.

14.2. Dans des circonstances exceptionnelles, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut solliciter le consentement du soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité du cautionnement de soumission prévu à l'article 15 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un Soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre son cautionnement de soumission. Un soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre; ni ne sera autorisé à le faire.

14.3. Lorsque le marché ne comporte pas d'article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de soixante (60) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que le Maître d'Ouvrage ou le

Maître d'Ouvrage Délégué adressera au(x) soumissionnaire(s).

La période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des travaux au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation des offres.

#### **Article 15-Cautionnement de soumission**

15.1. En application de l'article 11 du RGAO, le soumissionnaire fournira un cautionnement de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, laquelle fera partie intégrante de son offre.

15.2. Le cautionnement de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'Offres; d'autres modèles peuvent être autorisés, par le Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué. Le Cautionnement de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite initiale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et acceptée par le soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 14.2 du RGAO.

15.3. Toute offre non accompagnée d'un Cautionnement de Soumission acceptable sera rejetée par la Commission de Passation des Marchés comme incomplète. Le Cautionnement de soumission d'un groupement d'entreprises doit être établi au nom du mandataire soumettant l'offre.

15.4. Les offres des soumissionnaires non retenus (à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics) seront restituées dans un délai de quinze (15) jours ouvrables dès publication des résultats de l'attribution. Les offres non retirées dans ce délai peuvent être détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

15.5. Les cautionnements de soumission des soumissionnaires non retenus sont restitués dès publication des résultats d'attribution.

15. 6. Le cautionnement de soumission de l'attributaire du Marché sera libéré dès que ce dernier aura fourni le cautionnement définitif requis.

15. 7. Le cautionnement de soumission peut être saisi:

- a. Si le soumissionnaire retire son offre durant la période de validité;
- b. Si, le soumissionnaire retenu:
  - i. Manque à son obligation de souscrire le marché en application de l'article 32 du RGAO ;
  - ii. Manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 33 du RGAO ;
  - iii. Refuse de recevoir notification du marché.

#### **Article 16-Réunion préparatoire à l'établissement des offres**

a) A moins que le RPAO n'en dispose autrement, le Soumissionnaire peut être invité à assister à une réunion préparatoire qui se tiendra au lieu et date indiqués dans le RPAO.

b). La réunion préparatoire aura pour objet de fournir des éclaircissements et réponses à toute question qui pourrait être soulevée à ce stade.

c). Il est demandé au Soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit de façon qu'elle parvienne au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué au moins une semaine avant la réunion préparatoire. Il est possible que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ne puisse répondre au cours de la réunion aux questions reçues trop tard. Dans ce cas, les questions et réponses seront transmises selon les modalités de l'Article 2.3 ci-dessus.

d). Le procès-verbal de la réunion auquel est joint la feuille de présence, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Toute modification des documents d'appel d'offres énumérés aux dispositions de l'article 6 du RGAO qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la réunion préparatoire sera faite par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué en publiant un additif conformément aux

dispositions de l'article 8 du RGAO, le procès-verbal de la réunion préparatoire ne pouvant en tenir lieu.

e). Le fait qu'un soumissionnaire n'assiste pas à la réunion préparatoire à l'établissement des offres ne sera pas un motif de disqualification.

### **Article 17-Forme, format et signature de l'offre**

Pour la soumission hors ligne,

17.1. Le Soumissionnaire préparera un original de chaque volume constitutif de l'offre décrit à l'Article 11 du RGAO, portant clairement l'indication "ORIGINAL". De plus, le Soumissionnaire soumettra pour chaque volume le nombre d'exemplaires requis dans les RPAO, portant l'indication "COPIE". En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi

17.2. L'original et toutes les copies de l'offre devront être écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies y compris sous la forme scannée sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, conformément à l'article 6.1 (a) ou 6.2(c) du RGAO, selon le cas. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.

17.3. L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge,

Pour la soumission en ligne

17.4 L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage dans le DAO. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD doit être déposée dans les services du MO/MOD ou AC concerné sous pli scellé avec la mention claire et lisible « copie de sauvegarde » et les références de l'appel d'offres dans les délais impartis.

17.5. Les offres, accompagnées des pièces et documents exigés, sont rassemblées dans des fichiers électroniques et regroupées suivant leur nature administrative, technique et financière. Toutefois, s'agissant des pièces administratives elles sont introduites dans COLEPS par les structures émettrices.

17.6. Les formats de fichiers choisis pour le dépôt des offres via COLEPS doivent être des formats courants dont l'usage est répandu dans le secteur professionnel comprenant les opérateurs susceptibles d'être intéressés par la consultation, pour une meilleure exploitation.

17.7. Les documents et pièces transmis dans la plateforme COLEPS sont revêtus d'une signature électronique à travers l'usage du certificat,

### **D. DEPOT DES OFFRES**

#### **Article 18-Cachetage et marquage des offres**

18.1. Les candidats doivent placer l'original et toutes les copies des pièces administratives énumérées dans le RPAO, dans une enveloppe portant la mention "DOSSIER ADMINISTRATIF", l'original et toutes les copies de la proposition technique dans une enveloppe portant clairement la mention " PROPOSITION TECHNIQUE ", et l'original et toutes les copies de la Proposition financière, dans une enveloppe scellée portant clairement la mention

" PROPOSITION FINANCIERE " et l'avertissement " NE PAS OUVRIR EN MEME TEMPS QUE LA PROPOSITION

TECHNIQUE". Les Candidats placent ensuite ces trois enveloppes séparées et scellées dans une même enveloppe cachetée, laquelle porte l'adresse du lieu de dépôt des soumissions et les renseignements indiqués dans le RPAO, ainsi que la mention " A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT"

Les différentes pièces de chaque volume seront numérotées dans l'ordre du RPAO et séparées par un intercalaire de couleur.

18.2. Les enveloppes intérieures et extérieures:

a. Seront adressées au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué à l'adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres;

b. Porteront le nom du projet ainsi que l'objet et le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres indiqués dans le RPAO, et la mention "A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT".

18.3. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du Soumissionnaire de façon à permettre au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué de renvoyer l'offre scellée si elle a été déclarée hors délai conformément aux dispositions des articles 20 et 21 du RGAO.

18.4. Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué aux articles 18.1 et 18.2 susvisés, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

18.5 Dans le cadre de la soumission en ligne, l'offre à fournir par le soumissionnaire comprend trois fichiers électroniques correspondant aux trois volumes administratif, technique et financier.

Chaque fichier doit explicitement porter un nom qui renvoie à la nature de son contenu (Offre Administrative, Offre Technique, Offre Financière).

Parallèlement à l'envoi électronique, les soumissionnaires doivent faire parvenir à l'Autorité Contractante ou au MO/MOD dans les mêmes délais impartis, une copie de sauvegarde de leur offre sur support physique électronique (CD, DVD, Clé USB...). Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez l'Autorité Contractante ou le MO/MOD. Ce pli, fermé, doit porter la mention « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, ainsi que les références de la consultation.

18.6 Les éléments constitutifs de l'Offre en ligne ou hors ligne du soumissionnaire doivent être les mêmes pour une consultation donnée

#### **Article 19-Date et heure limites de dépôt des offres et mode de soumission**

##### **19.1-Date, heure limites de dépôt des offres**

a. Les offres doivent être reçues par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué par l'entremise de leur structure interne de gestion administrative des marchés publics à l'adresse spécifiée à l'article 18.2 du RPAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

b. La date et l'heure de réception des soumissions en ligne sont automatiquement enregistrées par la plateforme de dématérialisation à travers un mécanisme d'horodatage. Seules la date et l'heure de COLEPS ou de tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage font foi.

c. Pour l'horodatage, le fuseau horaire de référence est l'heure locale (GMT/UTC + 1). Cette heure est visible sur la page de soumission.

d. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 8 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et des Soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

19.3 Les offres transmises par voie électronique donnent lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception ainsi que les références de la consultation.

##### **19.2 : Mode de soumission**

Trois modes de soumissions sont possibles :

- En ligne (online) : seules les soumissions en ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante et font foi.

- Hors ligne (offline) : seules les soumissions hors ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante et font foi.

- En ligne ou hors ligne (on/offline). Les deux modes de soumission sont possibles. Toutefois, il n'est pas possible de soumissionner en ligne et hors ligne pour une même consultation.

Le mode de soumission retenu est précisé dans le RPAO.

NB : Au moment de la soumission en ligne, les plis des soumissionnaires sont automatiquement chiffrés ou cryptés c'est-à-dire que leur contenu est rendu illisible.

## **Article 20-Offres hors délai**

Toute offre parvenue au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué après les date et heure limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l'Article 19 du RGAO sera déclarée hors délai et, par conséquent, irrecevable.

## **Article 21-Modification, substitution et retrait des offres**

Pour les soumissions hors ligne,

21.1. Un Soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposé, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l'article 17.2 du RGAO. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « RETRAIT » et « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».

21.2. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'article 18 du RGAO. Le retrait peut également être notifié par télécopie ou e-mail, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

21.3. Les offres dont les Soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 21.1 leur seront retournées sans avoir été ouvertes. Le retrait d'une offre pendant cet intervalle entraîne la confiscation du cautionnement de soumission conformément aux dispositions de l'article 14 du RGAO.

Pour les soumissions en ligne,

21.5 Plusieurs offres peuvent valablement être transmises par un même soumissionnaire avant la date et l'heure limite de réception des offres. Dans ce cas, seule la dernière arrivée et sa copie de sauvegarde correspondante le cas échéant, sera prise en compte lors de l'évaluation, les autres copies de sauvegarde éventuelles devant être retournées sans être ouvertes.

21.6 La modification, le remplacement ou le retrait de la copie de sauvegarde se fait conformément aux dispositions de l'article 22 alinéas 3 à 4.

## **E. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES**

### **Article 22- Ouverture des plis et recours**

22.1) Préalablement à l'ouverture des plis, les offres déposées par voie électronique sont déchiffrées par l'autorité contractante. Le déchiffrement consiste à rendre les offres lisibles et accessibles uniquement pour la Commission de passation des Marchés.

22.2-L'ouverture de tous les plis se fait en deux temps en présence des représentants des soumissionnaires concernés ou de leurs représentants dûment mandatés, aux date, heure et adresse indiquées dans le RPAO. Les soumissionnaires ou leurs représentants qui sont présents signeront un registre ou une feuille attestant leur présence.

22.3- Dans un premier temps, les dossiers administratifs et les offres techniques sont ouverts l'un après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix par la Commission de Passation des Marchés. La Proposition financière reste scellée et cachetée et est confiée au Président de la Commission de Passation des Marchés compétente qui la conserve jusqu'à la séance d'ouverture des propositions financières.

22.4. S'agissant des enveloppes marquées « Retrait » elles seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre ou la copie de sauvegarde correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ou la copie de sauvegarde ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix.

Ensuite, les enveloppes marquées « Offre ou la copie de sauvegarde de Remplacement » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte. Le remplacement d'offre ou la copie de sauvegarde ne sera

autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « modification » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'offre ou la copie de sauvegarde ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres ou la copie de sauvegarde qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées.

22.5-II est établi, séance tenante en même temps que le procès-verbal d'ouverture des plis, une fiche de dépouillement signée qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse le cas échéant. Toutefois les informations relatives à ladite composition demeurent internes à la commission.

Parallèlement au procès-verbal d'ouverture des plis, une fiche de dépouillement signée par tous les membres de la commission à laquelle est annexée une feuille de présence signée par tous les participants est remise à chaque soumissionnaire qui en fait la demande.

22.6-Dans un second temps, seules les offres financières des soumissionnaires ayant atteint la note technique minimale requise sont ouvertes en présence des soumissionnaires concernés.

22.7-A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le président de la commission de passation de marchés certifie une copie de chaque offre des soumissionnaires qui seront mises immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics. Les offres (et les modifications reçues conformément aux dispositions de l'article 21 du RGAO qui n'ont pas été ouvertes et lues à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, peuvent ne pas être soumises à évaluation.

22.8- En cas de recours, il doit être adressé au Comité d'examen des recours avec copies au Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué, au président de la commission de passation des marchés concerné à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et à l'Autorité chargée des Marchés Publics.

22.9-II doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre dûment signée par le requérant.

22.9 Ce recours qui n'est pas suspensif ne peut porter que sur le déroulement de cette étape, notamment le respect des procédures et la régularité des pièces vérifiées.

22.10-Le cas échéant, l'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

22.11. L'ouverture des plis transmis par voie électronique et ceux présentés sur support papier se fait au cours de la même séance. L'ouverture et l'examen des offres transmises par voie électronique sont soumis aux règles applicables au traitement des offres physiques

### **Article 23- Caractère confidentiel de la procédure**

23.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, à la vérification de la qualification des soumissionnaires et à la proposition d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique, sous peine de disqualification de l'offre du Soumissionnaire et de la suspension des auteurs de toutes activités dans le domaine des Marchés publics.

23.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer la Sous-commission d'analyse dans l'évaluation des offres, la Commission de Passation des Marchés dans la proposition d'attribution ou le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.

23.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 23.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

### **Article 24- Eclaircissements sur les offres en phase d'analyse**

24.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, le Président de la Commission de Passation des Marchés peut, sur proposition de la sous-commission d'analyse, demander aux soumissionnaires, aux administrations ou organismes compétents de donner des éclaircissements sur les

offres. La demande d'éclaircissements et la réponse sont formulées par écrit ou via COLEPS ou tout autre moyen de communication indiqué par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, avec copie à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission en vue de la rendre plus compétitive n'est recherché, offert ou autorisé.

La demande d'éclaircissement doit avoir pour but notamment de retrouver une information contenue dans l'offre; de vérifier l'exactitude des informations fournies par un candidat, le cas échéant, auprès des administrations émettrices; de demander à un soumissionnaire de confirmer la correction d'erreur de calcul ou d'omission découverte; d'apporter des précisions sur les aspects techniques non compris par la sous-commission d'analyse ou sur le contenu du sous-détail des prix, ou de justifier les prix des offres jugées anormalement basses.

24.2. Le délai de réponse accordé aux demandes d'éclaircissement ne saurait excéder sept (07) jours ouvrables.

24.3 Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission des marchés et de la sous-commission pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

### **Article 25- Détermination de la conformité des offres**

25.1. La Sous-commission d'analyse au préalable procédera à la vérification de l'éligibilité des soumissionnaires et à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.

25.2. La Sous-commission d'analyse déterminera ensuite si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques. A cet effet, la Sous-commission d'Analyse :

- examinera l'offre pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans le RPAO et le CCAP ont été acceptées par le Soumissionnaire sans divergence ou réserve substantielle ;
- évaluera les aspects techniques de l'offre présentée conformément à la clause 11.1.b du RGAO afin de s'assurer que toutes les stipulations de la note méthodologique portant sur une analyse des prestations et précisant l'organisation et le programme que le soumissionnaire compte mettre en place ou en œuvre pour les réaliser, sont respectées sans divergence ou réserve substantielle.

25.3. Une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres est une offre qui respecte tous les termes, conditions, et spécifications du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence ni réserve importante. Une divergence ou réserve importante est celle qui:

- i. Affecte sensiblement l'efficacité, la qualité ou la réalisation des prestations;
- ii. Limite sensiblement la contradiction avec le Dossier d'Appel d'Offres, les droits du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué ou ses obligations au titre du Marché;
- iii. Est telle que son acceptation ou sa correction affecterait injustement la compétitivité des autres soumissionnaires qui ont présenté des offres conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres.

25.4. Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres, elle sera écartée par la Commission des Marchés compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.

25.5. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ne doivent pas être pris en compte lors de l'évaluation des offres.

### **Article 26- Evaluation des propositions et recours**

26.1). Evaluation des propositions techniques

a). La Sous-commission d'analyse mise en place par la Commission de Passation des Marchés évalue les propositions techniques sur la base de leur conformité aux termes de référence, à l'aide des critères d'évaluation, des sous-critères [en règle générale, pas plus de trois par critère] et du système de points

spécifiés dans le RPAO. Chaque proposition conforme se voit attribuer une note technique (St). Une proposition est rejetée à ce stade si elle ne satisfait pas à des aspects importants ou n'atteint pas le score technique minimum spécifié dans le RPAO.

b). A l'issue de l'évaluation de la qualité technique, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué informe les candidats dont les propositions n'ont pas obtenu la note de qualification minimum. Leurs offres ne seront donc restitues, sans avoir été ouvertes à l'issue du processus de sélection. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans le même temps, avise les Candidats qui ont obtenu la note de qualification minimum. Cette notification leur indique la date, l'heure et le lieu d'ouverture des propositions financières. Cette notification est adressée par courrier recommandé, télécopie ou courrier électronique.

## 26.2). Evaluation des offres financières

a). La Sous-commission d'analyse établit si les Propositions financières sont conformes aux dispositions de l'article 13 du RGAO, c'est-à-dire si tous les éléments de la Proposition technique correspondante ont été chiffrés ; et si oui, convertit les prix exprimés en diverses monnaies dans lesquelles le montant des offres est exprimé en CFA. La conversion se fera en utilisant le cours vendeur fixé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), dans les conditions définies par le RPAO

Centrale (BEAC), dans les conditions définies par le RPAO

b). Seules les offres reconnues conformes, selon les dispositions des articles 25 et 26 du RGAO, seront évaluées et comparées par la Sous-commission d'analyse.

c). En évaluant les offres, la sous-commission déterminera pour chaque offre le montant net à payer, c'est-à-dire le montant net de l'offre en rectifiant son montant comme suit :

i. En corrigeant toute erreur de calcul ou de report éventuelle;

ii. En excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions figurant dans le détail quantitatif et estimatif récapitulatif, mais en ajoutant le montant des taxes et des cotisations, lorsqu'ils sont chiffrés de façon compétitive comme spécifié dans le RPAO ;

54

iii. En convertissant en une seule monnaie le montant résultant des rectifications effectuées conformément aux dispositions de l'article 13 du RGAO ;

iv. En ajustant de façon appropriée, sur des bases techniques ou financières, le montant net de l'offre en tenant compte de toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable ;

v. En prenant en considération les différents délais d'exécution proposés par les soumissionnaires, s'ils sont autorisés par le RPAO ;

vi. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 11.8 du RGAO et de l'article 11.9 du RPAO, en appliquant les remises offertes par le Soumissionnaire pour l'attribution de plus d'un lot, si un appel d'offres est lancé simultanément pour plusieurs lots.

d). L'effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP, s'appliquées durant la période d'exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des offres.

e). Sur proposition de la sous-commission d'analyse, le Président de la Commission de sélection des marchés peut demander aux soumissionnaires ou aux administrations et organismes compétents des éclaircissements sur les offres.

f). Dans le cas où une offre est jugée anormalement basse, une Commission d'analyse des Marchés peut proposer au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, de ne pas attribuer le marché au soumissionnaire concerné.

g). Au cas où les justificatifs ne fournis pas le candidat sont jugés inacceptables, l'organisme chargé de la régulation des marchés publics, examinent les justificatifs, et soumet ces conclusions au maître d'ouvrage ou au maître d'ouvrage délégué dans un délai de sept (7) jours ouvrables à compter de la saisine par le maître d'ouvrage ou maître d'ouvrage délégué.

h). L'évaluation est faite sans tenir compte des impôts, droits, taxes et autres charges fiscales tels que définis au paragraphe 3.7.

### 26.3). Sélection de l'attributaire

La sélection se fait selon le rapport qualité-coût. A cet effet, la proposition financière conforme la moins élevée (Fm) reçoit un score financier (Sf) de 100 points. Les scores financiers (Sf) des autres Propositions financières sont calculés comme indiqué dans le RPAO. Les propositions sont classées en fonction de leurs Scores technique (St) et financier (Sf) combinés après introduction de la pondération (T étant le poids attribué à la Proposition technique et P le poids accordé à la Proposition financière ; soit  $T + P$  étant égal à 100, comme indiqué dans le RPAO. Le Candidat ayant obtenu le score technique et financier combiné le plus élevé est proposé à l'attribution ou invité à la négociation par le maître d'ouvrage le cas échéant.

### 26.4). Recours en phase attribution

Les soumissionnaires non qualifiés à l'issue de l'analyse des offres techniques peuvent introduire un recours auprès du Comité chargé de l'examen des recours, avec copie au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, au Président de la Commission de Passation des Marchés concernée et à l'Autorité chargée des marchés publics.

Le recours doit intervenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après la séance d'ouverture des offres financières.

### Article 27 : Correction des erreurs

27.1. La Sous-commission d'analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La sous-commission d'analyse corrigera les erreurs de la façon suivante :

a. S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;

b. Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;

c. S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, c'est le montant indiqué dans le Sous-détail qui sera considéré. En l'absence de Sous-détail des prix, c'est celui indiqué en lettres qui prévaudra sous réserve des alinéas a) et b) ci-dessus.

27.2. Le montant figurant dans la Soumission sera corrigé par la Sous-commission d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du Soumissionnaire, ledit montant sera révisé l'engagement.

27.3. Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée le mieux-disant, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa garantie pourra être saisie.

### Article 28 : Négociations

28.1. Les négociations auront lieu à l'adresse indiquée dans le RPAO, entre le Maître d'Ouvrage ou le Maître Délégué et le candidat dont la proposition est retenue, l'objectif étant de parvenir à un accord satisfaisant sur tous les points essentiels du contrat.

En aucun cas des négociations ne peuvent être conduites avec plus d'un candidat à la fois, ni porter sur les prix unitaires. Ces négociations sont sanctionnées par un procès-verbal signé par les deux parties.

Les négociations entre les candidats ne doivent pas avoir pour effet, de modifier substantiellement l'étendue, la nature, la confidentialité ou la qualité des prestations. En tout état de cause, l'incidence financière des modifications sur l'offre ne pourrait excéder quinze pour cent (15%) de l'offre.

28.2. Les négociations comportent une discussion de la Proposition technique, de la méthodologie proposée

(plan de travail), de la d... personnel et de toute suggestion  
Termes de référence. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage  
candidat mettent ensuite en place les termes de référence finaux, la de  
à barres indiquant les act... personnel utilisé, et le temps passé  
travail en mois, les aspect... et les conditions d'établissement  
termes de référence finaux... convenus sont ensuite intégrés  
partie du contrat. Il faut ve... particulièrement à obtenir du ca  
offrir dans les limites du bu... onible, et à définir clairement les  
ou le Maître d'Ouvrage Délégué... fournir pour assurer la bonne ex

28.3. Les négociations financières visent notamment à préciser (le cas  
Candidat en République du C... ou, et la manière dont elles sont p...  
intègrent aussi les modifications techniques convenues au coût des ser

En tout état de cause l'inciden... financière des modifications sur l'ot  
15% de l'offre.

28.4. Ayant fondé son choix de candidat, entre autres, sur une évaluat...  
Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué entend négocier le...  
nom figure dans la proposition. Parallèlement à la négociation du contr

d'Ouvrage Délégué exige l'as... que ces experts soient effecti...  
considération aucun remplaç... ce personnel durant les négoci...  
conviennent que ce remplaç... été rendu inévitable par un trop...  
ou que ces remplacements so... dispensables à la réalisation des obj...  
cas, et s'il est établi que le Candidat a proposé une personne clé sans...  
candidat peut être disqualifié.

28.5 Toute négociation engag... quelle que soit l'issue doit être sanctionnée  
deux parties dont copie est t... mise à l'organisme chargé de la ré...  
négociations échouent, le Ma... d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage  
proposition a été classée en de... position à des négociations échou...  
d'Ouvrage Délégué invite l... candidat dont la proposition a été c...  
négociations.

## F. ATTRIBUTION

### Article 29- Attribution

29.1 Une fois les négociations... nées à bien, ou dès réception de la...  
commission de marchés com... (sauf cas de suspension de la p...  
Maître d'Ouvrage Délégué att... le marché au Soumissionnaire dont  
l'essentiel au Dossier d'App... offres et qui dispose des capacités te...  
exécuter le marché de façon s... faisante et dont l'offre a été évaluée l...  
critères techniques, financier... esthétiques en incluant le cas échéant l...

29.2 Si, selon les dispositions... Article 11.10 du RGAO, l'appel d'o...  
mieux-disante sera déterminée... évaluant ce marché en liaison avec les...  
enprenant en compte les raba... offerts par les soumissionnaires en cas d...

Si l'AO porte sur plusieurs lo... attribution se fera selon la prescription...  
du RGAO travaux).

29.3 Dans tous les cas, toute attribution d'un marché est matérialisée p...  
ou du Maître d'Ouvrage Délégué et notifiée à l'attributaire dans un dé...  
heures à compter de sa signat...

### Article 30- Infructuosité ou annulation d'une procédure

30.1 Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le...  
de déclarer un appel d'offres infructueux après avis de la commission de...  
lieu à réclamation.

dat pour améliorer les...  
Maître d'Ouvrage et le...  
nel, et les diagrammes...  
t au siège, le temps de...  
le plan de travail et les...  
les services », qui fait...  
maximum qu'il puisse...  
le Maître d'Ouvrage...  
ssion.

obligations fiscales du...  
e dans le contrat ; elles

éder quinze pour cent

el spécialisé proposé, le...  
base des experts dont le...  
Ouvrage ou le Maître...  
bles. Elle ne prend en...  
me les deux parties ne...  
processus de sélection...  
ion. Si tel n'est pas le...  
de sa disponibilité, ce

procès-verbal signé des...  
marchés publics. Si les...  
le Candidat dont la...  
Ouvrage ou le Maître...  
même position à des

tribution finale, de la...  
Maître d'Ouvrage ou le...  
convenue conforme pour...  
financières requises pour...  
par combinaison des...  
ous.

te plusieurs lots, l'offre la...  
attribuer concurremment...  
le plus d'un lot.

A... fier ou intégrer, issue

du Maître d'Ouvrage...  
soixante-douze (72)

cler un Appel d'Offres ou...  
é... éte sans qu'il y ait

Toutefois, lorsque les offres ont déjà été ouvertes, l'annulation est subordonnée à l'accord de l'Autorité chargée des Marchés publics.

302 Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué notifie la décision d'annulation ou celle déclarant l'appel d'offres irrégulier au Président de la Commission de Passation des Marchés, avec copie à l'organe chargé de la régulation des marchés publics.

30.3 En cas d'allotissement, les dispositions prévues aux alinéas ci-dessus sont applicables à chacun des lots.

### **Article 31- Attribution du marché**

31.1 Toute attribution d'un marché est matérialisée par une décision du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de sa signature.

31.2. Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué notifie à l'attributaire du marché par télécopie confirmée par lettre recommandée ou par tout autre moyen que la proposition a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Maître d'ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué s'engage à verser.

Délégué paiera au service de l'administration au titre de l'exécution des prestations et le délai d'exécution.

### **Article 32- Résultats des résultats d'attribution et recours**

32.1. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de cinq (05) jours ouvrables pour la signature de la décision d'attribution et la publication des résultats à compter de la date de réception de la proposition de la Commission des Marchés compétente, sauf en cas de suspension de la procédure.

32.2. Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué est insérée dans le journal de prix et de délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans COLEPS ou toute autre publication habilitée.

32.3. Dès publication des résultats d'attribution, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué adresse à chaque soumissionnaire qui en fait la demande, un extrait du rapport d'analyse le concernant.

32.4 Après la publication des résultats d'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront considérées comme retirées, à l'exception de l'exemplaire destiné à être conservé dans les archives des marchés publics si celle-ci n'a pas été collectée séance tenante.

32.5 En cas de recours, le dossier est adressé au Comité chargé de l'examen des recours avec copies au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué et au Président de la commission de passation des marchés de la régulation des marchés publics et à l'Autorité chargée des marchés publics.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

32.6 Ce recours peut entraîner la suspension de la procédure à l'appréciation de l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

### **Article 33- Signature du marché**

33.1. Après publication des résultats d'attribution, le projet de marché est souscrit par l'attributaire et soumis à la signature du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué.

Pour les marchés de passation des marchés, le projet de marché souscrit par l'attributaire est soumis à la Commission de Passation des Marchés pour examen et adoption et le cas échéant à la Commission centrale de régulation des marchés pour avis.

33.2 L'attributaire dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrables à compter de sa réception pour souscrire le marché. Passé ce délai, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut prendre la décision d'attribution après mise en demeure de l'attributaire restée sans suite et accorder le marché à l'Autorité chargée des marchés publics. Dans ce cas, le cautionnement de

soumission est saisi et le marché est attribué au candidat classé en second.

33.3. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de 10 jours ouvrables pour la signature du marché :

la signature du marché :

- à compter de la date de réception du projet de marché issu de l'appel d'offres, pour les marchés souscrits par l'attributaire et approuvés par la Commission centrale de contrôle des marchés ;

- à compter de la date de réception du projet de marché de gré à gré soumis à la Commission interne de passation et de la Commission Centrale de Contrôle des marchés, le cas échéant.

33.4. Le marché doit être notifié à son titulaire dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la date de sa signature.

#### **Article 34- Cautionnement définitif**

La retenue de garantie ou le cautionnement de bonne exécution n'est pas applicable aux prestations intellectuelles.

10 jours ouvrables

avant le de cotation, le cas échéant

après avis de la Commission compétente, le cas échéant

la date de sa

pour les marchés de services

Pièce N° 4 : Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO)

LES TRANSPORTS



Clauses du RGAO	Donn																																	
1.1.	Nom du Référer N°..... capacit  Défini Les pr	Age bénéficiaire des prestations : d'Offres : APPEL D'OFFRE MINT/CIPM/2024 DU..... s des camions  on : sur le le renforcement des capacité	des Transports. ONAL RESTREINT le renforcement des  teurs des camions																															
1.2.	<div><div>- Mot de - Ide à par - Conc - Org</div><div>L'object</div><table><tr><td>Axe Ya</td></tr><tr><td>Axe Ya</td></tr><tr><td>Axe Ya</td></tr><tr><td>Axe Ya</td></tr><tr><td>Axe Np</td></tr><tr><td>Axe Do</td></tr><tr><td>Total</td></tr></table><div>La missio Le coût 000 000</div></div>	Axe Ya	Axe Ya	Axe Ya	Axe Ya	Axe Np	Axe Do	Total	<div>consultant consistera en : nombre possible de conducteurs sibilisation ; es besoins en recyclage et en sensi des comportements déclarés ou t de recyclage et de sensibilisation de recyclage, associées à des opér ducteurs à sensibiliser est le suiv</div> <table><tr><th></th><th>Not</th></tr><tr><td>routier</td><td></td></tr><tr><td>Imbe</td><td></td></tr><tr><td>Ambam – Kye Ossi</td><td></td></tr><tr><td>Garoua Boulai</td><td></td></tr><tr><td>– Bamenda</td><td></td></tr><tr><td>– Maroua</td><td></td></tr><tr><td>Foumban</td><td></td></tr></table> <div>deux phases, sur une du total opération à l'issue des études pr</div>		Not	routier		Imbe		Ambam – Kye Ossi		Garoua Boulai		– Bamenda		– Maroua		Foumban		<div>les intéresser au projet conducteurs mobilisés, aux besoins identifiés ; sibilisation.</div> <table><tr><td>ducteurs à recycler et sibiliser</td></tr><tr><td>100</td></tr><tr><td>50</td></tr><tr><td>100</td></tr><tr><td>50</td></tr><tr><td>100</td></tr><tr><td>100</td></tr><tr><td>500</td></tr></table> <div>is. cent millions (100</div>	ducteurs à recycler et sibiliser	100	50	100	50	100	100	500
Axe Ya																																		
Axe Ya																																		
Axe Ya																																		
Axe Ya																																		
Axe Np																																		
Axe Do																																		
Total																																		
	Not																																	
routier																																		
Imbe																																		
Ambam – Kye Ossi																																		
Garoua Boulai																																		
– Bamenda																																		
– Maroua																																		
Foumban																																		
ducteurs à recycler et sibiliser																																		
100																																		
50																																		
100																																		
50																																		
100																																		
100																																		
500																																		
3.	Le délai du prés	par le Maître d'Ouvrage pour le est de six (06) mois .	les prestations objet																															
4.	Nom, ob Cocontr renforc  La mis Conféren	ion de la mission : Le dre d'un processus s des conducteurs des cam  ieurs phases : OUI  tablissement des propositions usage la nécessité d'assurer	objet de confier au une mission pour le																															
5.	Le Ma activités		continuité pour les																															
2	Source (s Les prest Fonds Exercice	ésent Appel d'Offres nt finan																																
4.2	L'appel	nt																																
7.1	Des délai	ent être demandés quatorze	la date d'ouverture																															

[illegible]

1.3	Attiendra les pièces ci-après versées au dossier 11-b du RGAO:	
1.	Commission de la Proposition technique (Tableau 7A);	
2.	Description du Candidat et un aperçu de son expérience récente dans les travaux similaires (Tableau 7B). Pour chacune d'entre elles, ce résumé indiquera les caractéristiques de la personne proposée, la durée de la tâche et du contrat;	
1.	être accompagnées des pièces justificatives, en l'occurrence :	
	lières et dernières pages du contrat ;	
	définitive ou provisoire	
3.	Plans ou suggestions éventuelles sur les formes de référence et les méthodes et installations devant être fournis par le Maître d'Ouvrage ou le Délégué (Tableau 7C) ;	
4.	la méthodologie et du plan de travail proposés pour accomplir la tâche (Tableau 7D)	
	Le l'équipe proposée, par son expérience, et que les tâches qui sont assignées à ses membres et leur calendrier (Tableau 7E);	
NB : Le candidat doit fournir, avec le personnel proposé, une copie de son diplôme et des justificatifs		
	informe du diplôme datant de moins de trois (03) mois ;	
	présentation de l'original du diplôme;	
	description aux ordres nationaux des travaux exécutés;	
	responsabilité signée et datée de l'expert;	
	signé et daté de l'expert.	
NB : Les documents ci-dessus devront être complétés et signés et datés de moins de trois (03) mois de la date limite officielle de dépôt des offres.		
2.	Les curricula vitae récemment obtenus du Candidat et les informations clés doivent figurer dans le dossier du candidat et l'étendue des responsabilités exercées dans le cadre de la tâche au cours des cinq dernières années ;	
	les apports de personnel et des ressources humaines pour l'accomplissement de la tâche ;	
	le plan de travail prévu pour chaque tâche ;	
	la méthodologie de la tâche ;	
	la formation, si le RPA est requis ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
	le plan de travail ;	
NB : C	ssion : elle devrait justifier (en l'occurrence grise certifiée) de la	

	poss local: Pour La F Tour				été un actu AO. ifon sc	at ation de bili ne rité.
	1.3. La p port > 1 pièce				F digé et le	cell con renant les ou le formulaire de des frais
	Le pro > con				te; p	et ées ; rme dres types "E MOIN"
	N. les fa				vent na	tre parées par s, de manière à
11.4	i. ii. pre					la mission ou
						ré titre titulaire moins cinq (05) projets ion eau universitaire en de quatre (04) eau universitaire en moins dix (10) ans ; CAPES et ayant une ré tière.
11.6	viii. La form. viii. Autre				ce os nt	le RAS g (90) jours à partir de
11.14	La proposi de limite					anc re, dans une témoin destiné à
18.2	Le type					

[illegible]

	<ul style="list-style-type: none"><li>- le ...</li><li>- le ...</li><li>- 7 ...</li><li>- L ...</li><li>fi ...</li><li>d ...</li><li>L ...</li><li>r ...</li><li>c ...</li><li>p ...</li><li>i ...</li><li>c ...</li><li>- I ...</li><li>d ...</li><li>s ...</li><li>p ...</li><li>d ...</li></ul>	<p>op sic is c</p> <p>institution cautions pièce du as d'un t en la unifon s pli est pissé de</p> <p>employe n pour Marés ouverture</p>										
26.1	<p>Les offre</p> <p>1- C</p> <p>Il s'agit</p> <p>8. l ...</p> <p>9. la not ...</p> <p>10. c ...</p> <p>11. d ...</p> <p>12. d ...</p> <p>des ti ...</p> <p>13. l'abs ...</p> <p>14. l'abs ...</p> <p>15. Abs ...</p> <p>16. de l'a ...</p> <p>17. de ...</p> <p>e vir ...</p> <p>18. C ...</p> <p>m ...</p> <p>19. Non ...</p> <p>20. Non ...</p> <p>21. Abs ...</p> <p>22. Abs ...</p> <p>( ... )</p>	<p>aux en DEC</p> <p>èce du nement</p> <p>;</p> <p>si cours</p> <p>QOE);</p> <p>clauses</p> <p>avec la</p> <p>reforme</p>										
<p><b>Critères</b></p> <table><tr><th>N°</th><th>Crite</th></tr><tr><td>1</td><td>Prés</td></tr><tr><td>2</td><td>Expé</td></tr><tr><td>3</td><td>con</td></tr><tr><td>4</td><td>Mét</td></tr></table>			N°	Crite	1	Prés	2	Expé	3	con	4	Mét
N°	Crite											
1	Prés											
2	Expé											
3	con											
4	Mét											







Moyen logistique 10 points	Matériel roulant (un pic photocopies cartes grises échéant	et un v ifiées a	ule de contr	ter	pts
		Sou	al D		pts
Total g					00 pts

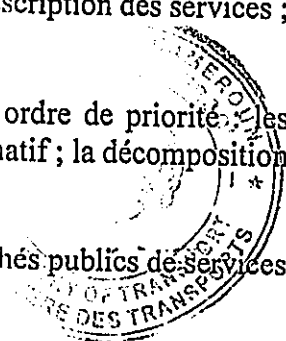
Les offres n'ayant pas obtenu le moins de notes 80 sur 100 des critères essentiels, seront jugées techniquement non qualifiées et ne pourront pas être retenues.

Pièce 1. 5 Cahier des Informations Particulières (CCAP)



	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	524	525	526	527	528	529	530	531	532	533	534	535	536	537	538	539	540	541	542	543	544	545	546	547	548	549	550	551	552	553	554	555	556	557	558	559	560	561	562	563	564	565	566	567	568	569	570	571	572	573	574	575	576	577	578	579	580	581	582	583	584	585	586	587	588	589	590	591	592	593	594	595	596	597	598	599	600	601	602	603	604	605	606	607	608	609	610	611	612	613	614	615	616	617	618	619	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629	630	631	632	633	634	635	636	637	638	639	640	641	642	643	644	645	646	647	648	649	650	651	652	653	654	655	656	657	658	659	660	661	662	663	664	665	666	667	668	669	670	671	672	673	674	675	676	677	678	679	680	681	682	683	684	685	686	687	688	689	690	691	692	693	694	695	696	697	698	699	700	701	702	703	704	705	706	707	708	709	710	711	712	713	714	715	716	717	718	719	720	721	722	723	724	725	726	727	728	729	730	731	732	733	734	735	736	737	738	739	740	741	742	743	744	745	746	747	748	749	750	751	752	753	754	755	756	757	758	759	760	761	762	763	764	765	766	767	768	769	770	771	772	773	774	775	776	777	778	779	780	781	782	783	784	785	786	787	788	789	790	791	792	793	794	795	796	797	798	799	800	801	802	803	804	805	806	807	808	809	810	811	812	813	814	815	816	817	818	819	820	821	822	823	824	825	826	827	828	829	830	831	832	833	834	835	836	837	838	839	840	841	842	843	844	845	846	847	848	849	850	851	852	853	854	855	856	857	858	859	860	861	862	863	864	865	866	867	868	869	870	871	872	873	874	875	876	877	878	879	880	881	882	883	884	885	886	887	888	889	890	891	892	893	894	895	896	897	898	899	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	910	911	912	913	914	915	916	917	918	919	920	921	922	923	924	925	926	927	928	929	930	931	932	933	934	935	936	937	938	939	940	941	942	943	944	945	946	947	948	949	950	951	952	953	954	955	956	957	958	959	960	961	962	963	964	965	966	967	968	969	970	971	972	973	974	975	976	977	978	979	980	981	982	983	984	985	986	987	988	989	990	991	992	993	994	995	996	997	998	999	1000	1001	1002	1003	1004	1005	1006	1007	1008	1009	1010	1011	1012	1013	1014	1015	1016	1017	1018	1019	1020	1021	1022	1023	1024	1025	1026	1027	1028	1029	1030	1031	1032	1033	1034	1035	1036	1037	1038	1039	1040	1041	1042	1043	1044	1045	1046	1047	1048	1049	1050	1051	1052	1053	1054	1055	1056	1057	1058	1059	1060	1061	1062	1063	1064	1065	1066	1067	1068	1069	1070	1071	1072	1073	1074	1075	1076	1077	1078	1079	1080	1081	1082	1083	1084	1085	1086	1087	1088	1089	1090	1091	1092	1093	1094	1095	1096	1097	1098	1099	1100	1101	1102	1103	1104	1105	1106	1107	1108	1109	1110	1111	1112	1113	1114	1115	1116	1117	1118	1119	1120	1121	1122	1123	1124	1125	1126	1127	1128	1129	1130	1131	1132	1133	1134	1135	1136	1137	1138	1139	1140	1141	1142	1143	1144	1145	1146	1147	1148	1149	1150	1151	1152	1153	1154	1155	1156	1157	1158	1159	1160	1161	1162	1163	1164	1165	1166	1167	1168	1169	1170	1171	1172	1173	1174	1175	1176	1177	1178	1179	1180	1181	1182	1183	1184	1185	1186	1187	1188	1189	1190	1191	1192	1193	1194	1195	1196	1197	1198	1199	1200	1201	1202	1203	1204	1205	1206	1207	1208	1209	1210	1211	1212	1213	1214	1215	1216	1217	1218	1219	1220	1221	1222	1223	1224	1225	1226	1227	1228	1229	1230	1231	1232	1233	1234	1235	1236	1237	1238	1239	1240	1241	1242	1243	1244	1245	1246	1247	1248	1249	1250	1251	1252	1253	1254	1255	1256	1257	1258	1259	1260	1261	1262	1263	1264	1265	1266	1267	1268	1269	1270	1271	1272	1273	1274	1275	1276	1277	1278	1279	1280	1281	1282	1283	1284	1285	1286	1287	1288	1289	1290	1291	1292	1293	1294	1295	1296	1297	1298	1299	1300	1301	1302	1303	1304	1305	1306	1307	1308	1309	1310	1311	1312	1313	1314	1315	1316	1317	1318	1319	1320	1321	1322	1323	1324	1325	1326	1327	1328	1329	1330	1331	1332	1333	1334	1335	1336	1337	1338	1339	1340	1341	1342	1343	1344	1345	1346	1347	1348	1349	1350	1351	1352	1353	1354	1355	1356	1357	1358	1359	1360	1361	1362	1363	1364	1365	1366	1367	1368	1369	1370	1371	1372	1373	1374	1375	1376	1377	1378	1379	1380	1381	1382	1383	1384	1385	1386	1387	1388	1389	1390	1391	1392	1393	1394	1395	1396	1397	1398	1399	1400	1401	1402	1403	1404	1405	1406	1407	1408	1409	1410	1411	1412	1413	1414	1415	1416	1417	1418	1419	1420	1421	1422	1423	1424	1425	1426	1427	1428	1429	1430	1431	1432	1433	1434	1435	1436	1437	1438	1439	1440	1441	1442	1443	1444	1445	1446	1447	1448	1449	1450	1451	1452	1453	1454	1455	1456	1457	1458	1459	1460	1461	1462	1463	1464	1465	1466	1467	1468	1469	1470	1471	1472	1473	1474	1475	1476	1477	1478	1479	1480	1481	1482	1483	1484	1485	1486	1487	1488	1489	1490	1491	1492	1493	1494	1495
--	---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

<p><b>Article1 : Objet du Marché</b> Le présent Marché a pour objet la fourniture de services routiers.</p>	<p>Le présent Marché a pour objet la fourniture de services routiers.</p>
<p><b>Article2 : Procédure de passation</b> Le présent Marché est passé en vertu de la procédure N°..... du 19/01/2011 du MIN/MT.</p>	<p>Le présent Marché est passé en vertu de la procédure N°..... du 19/01/2011 du MIN/MT.</p>
<p><b>Article3 : Définitions et attributions</b> 3.1. Définitions générales ▪ Le Marché est l'ouvrage de construction des Travaux de Travaux. Il passe par le Marché, vers le Marché, les origines des documents y relatifs et procède à la transcription des copies des documents y relatifs et procède à la désignation des documents y relatifs et procède à la réalisation des prestations est le Ministre en charge des Travaux de Travaux. ▪ Le Comité de Service du Marché est composé de représentants des Travaux de Travaux et des Travaux de Travaux. ▪ L'Ingénieur du Marché est chargé de la réalisation des prestations est le Ministre en charge des Travaux de Travaux. Il est chargé de la réalisation des prestations est le Ministre en charge des Travaux de Travaux. ▪ Le présent Marché est : 3.2. Nature du Marché Le présent Marché peut être de la forme de cession de créance.</p>	<p>Le présent Marché est passé en vertu de la procédure N°..... du 19/01/2011 du MIN/MT.</p>
<p>Dans ce cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ L'autorité chargée de la réalisation des prestations est le Ministre en charge des Travaux de Travaux ;</li> <li>▪ L'autorité chargée de la réalisation des prestations est le Ministre en charge des Travaux de Travaux ;</li> <li>▪ L'organe chargé de la réalisation des prestations est le Ministre en charge des Travaux de Travaux ;</li> <li>▪ Le responsable compétent est le Ministre en charge des Travaux de Travaux ;</li> </ul>	<p>Dans ce cas :</p>
<p><b>Article 4 : Lois et règlements</b> 4.1. La loi n° 11/01/2011 sur le régime des Travaux de Travaux ; 4.2. Le décret n° 11/01/2011 sur le régime des Travaux de Travaux ; ce, ainsi que les lois et règlements en vigueur.</p>	<p>Le présent Marché est passé en vertu de la procédure N°..... du 19/01/2011 du MIN/MT.</p>
<p>Si ces lois et règlements ne sont pas en vigueur, les lois et règlements en vigueur sont pris en compte sans préjudice de la signature du Marché.</p>	<p>Si ces lois et règlements ne sont pas en vigueur, les lois et règlements en vigueur sont pris en compte sans préjudice de la signature du Marché.</p>
<p><b>Article5 : Pièces constitutives</b> Les pièces constitutives du Marché sont : 1. La lettre d'invitation ou de soumission ; 2. La soumission ; 3. Le Cahier des Charges ; 4. Les termes de référence ; 5. Les éléments de bordereau des prix ; 6. Le projet de contrat ; 7. Le Cahier des Charges ;</p>	<p>Le présent Marché est passé en vertu de la procédure N°..... du 19/01/2011 du MIN/MT.</p>



et de ...  
 8. Le ...  
 du M...

- Article 6 :** ...  
 En ce qui ...  
 généraux :
1. Loi ...  
 l'exécution
  2. Décret ...  
 des Marchés
  3. Décret N° 2011/07 ...  
 dispositions
  4. Décret ...  
 du 2...
  5. Décret N° 2011/06 ...
  6. L'Arrêté N° ...  
 marchés publics
  7. La circulaire N° ...  
 des Marchés  
 publics
  8. Circulaire ...  
 Publiques
  9. 13. Lettre-Circulaire N°6 ...  
 consignation, de ...  
 publics
  10. Les textes régissant les
  11. Les ...  
 D'autres textes

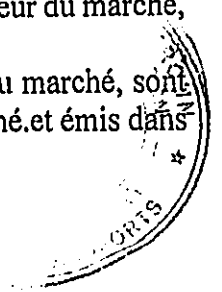
#### Article 7 : Communication

- 7.1. Toutes les communications ci-après :
- a. Dans le cas où le p...*  
 Passé le délai de ...  
 au Chef de ...  
 de Yaoundé
  - B. Dans le cas où le p...*  
 Monsieur le ...  
 d'Ouvrage, au C...

#### Article 8 : Ordres de service

- Les différents ordres de service :
- 8.1. Dès notification ...  
 d'un délai de ...  
 Cet Ordre de service ...  
 (7) jours calendaires ...  
 Publics, à l'Organisme ...  
 et à l'Organisme Payeur
  - 8.2. Les ordres de service ...  
 signés par le Maître d'œuvre  
 les conditions suivantes

lu marché, sont  
 hé. et émis dans



a) Lorsqu'un ordre est subordonné à la signature du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué;	Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;
b) en cas de passation d'un marché par voie d'avenant au dernier par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;	Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;
c) Les ordres de service du Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;	Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;
Une copie de l'ordre de service du Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;	Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;
Le visa préalable des ordres de service du Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;	Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;
En tout état de cause, les ordres de service du Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;	Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;
Les ordres de service du Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;	Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;
8.3. Les ordres de service du Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;	Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;
8.4. Les ordres de service du Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;	Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;
8.5. Les ordres de service du Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;	Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;
8.6. Le Cocontractant, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;	Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;
8.7 En cas de force majeure, seront notifiés au Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;	Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;
8.8 Le maître d'œuvre, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;	Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;
8.9 L'ordre de service du Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;	Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;
Article 9 : Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;	Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;
Article 10 : Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;	Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;
10.1. Toute modification, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;	Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;
10.2. Toute modification, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;	Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;

marché tel que visé à l'article 10.1. Les modifications sont formalisées.

10.3 Toute modification du présent marché est formalisée par un avenant écrit, signé et daté par les deux parties, lequel sera annexé au présent marché.

## Article 11 : Garanties et cautionnement

### 11.1. Cautionnement

Le cautionnement définitif est de 9 %

Il est constitué et transmis au Maître d'Ouvrage par le prestataire, dans un délai de 15 jours à compter

de la date de notification de l'attribution de l'ouvrage. Le cautionnement sera remis au Maître d'Ouvrage, sous forme d'un mandat de paiement, à la date de réception provisoire des prestations, après demande du prestataire.

### 10.2 Cautionnement

Le Cautionnement ou l'assurance de bonne fin de l'ouvrage, couvrant les risques de responsabilité civile et de prestations intellectuelles.

## Article 12 : Montant du Marché

Le montant du présent marché est de 100 millions de francs CFA (en lettres) et de (en chiffres)

- Montant HTVA : 90 millions de francs CFA
- Montant de la TVA à 10 % : 10 millions de francs CFA
- Montant de la TSCG à 10 % : 10 millions de francs CFA
- net à percevoir : 90 millions de francs CFA

## Article 13 : Lieu et mode d'exécution

Le Maître d'Ouvrage s'engage à verser au prestataire la somme de 100 millions de francs CFA, par chèque, au nom du prestataire la banque \_\_\_\_\_, à l'adresse \_\_\_\_\_, sur la facture n° \_\_\_\_\_.

## Article 14 : Variation des prix

Les prix sont fermes et non révisibles.

## Article 15 : Formules de révision

Sans objet.

## Article 16 : Formules d'actualisation

Sans objet.

## Article 17 : Avances

Le Maître d'Ouvrage peut verser au prestataire une avance de 100 millions de francs CFA, à la demande du prestataire.

## Article 18 : Règlement des prestations

Le règlement des prestations se fait par virement bancaire, au compte courant n° \_\_\_\_\_, au nom du Cocontractant, approuvés par l'Ingénieur du Marché en conformité avec les conditions de paiement.

18.1 Vingt pour cent (20 %) de la somme due par le Maître d'Ouvrage au Cocontractant au moment de la validation finale, soit 20 millions de francs CFA, sera versée au prestataire à la demande du Cocontractant, à la date de réception provisoire des prestations, à l'exception de la somme de 10 millions de francs CFA, qui sera restituée ou versée à la validation finale ;

18.2 Soixante pour cent (60 %) de la somme due par le Maître d'Ouvrage au Cocontractant, soit 60 millions de francs CFA, sera versée au prestataire à la demande du Cocontractant, à la date de réception provisoire des prestations, à l'exception de la somme de 10 millions de francs CFA, qui sera restituée ou versée à la validation finale ;

18.3 Quarante pour cent (40 %) de la somme due par le Maître d'Ouvrage au Cocontractant, soit 40 millions de francs CFA, sera versée au prestataire à la demande du Cocontractant, à la date de réception provisoire des prestations, à l'exception de la somme de 10 millions de francs CFA, qui sera restituée ou versée à la validation finale ;

Le montant de base (total des prestations) sera mandaté comme suit :  
 98,9 % versé immédiatement.  
 L'acompte de 1,1 % sera mandaté comme suit :  
 la valeur de la prestation sera mandatée comme suit :  
 1. Le montant de base (total des prestations) sera mandaté comme suit :  
 98,9 % versé immédiatement.  
 L'acompte de 1,1 % sera mandaté comme suit :  
 la valeur de la prestation sera mandatée comme suit :  
 1. Le montant de base (total des prestations) sera mandaté comme suit :  
 98,9 % versé immédiatement.  
 L'acompte de 1,1 % sera mandaté comme suit :  
 la valeur de la prestation sera mandatée comme suit :

**Article19 : Intérêts**  
 Les intérêts moratoires seront calculés conformément à l'article 1601 du Code de Commerce et au décret du 19 mai 1918 portant Code des Marchés Publics.

**Article20 : Pénalités**  
 20.1. Le montant des pénalités sera calculé comme suit :

a. Un deux millièmes (0,002%) du montant TTC du marché pour chaque jour de retard du premier au trentième jour.  
 b. Un millième (0,001%) du montant TTC du marché pour chaque jour de retard au-delà du trentième jour.

20.2. Le montant des pénalités sera calculé comme suit : 10% du montant TTC du Marché de base avec ses accessoires.

**20.3. Pénalités :**

20.3. Indépendamment des pénalités particulières, le Cocontractant est passible des pénalités particulières suivantes :  
 - Désignation de l'entrepreneur responsable de l'exécution des travaux ;  
 - Election de l'entrepreneur responsable de l'exécution des travaux ;  
 - Remise totale ou partielle des avances ;  
 - Remise totale ou partielle des avances ;  
 - Remise totale ou partielle des avances ;

20.4. En tout état de cause, le Cocontractant sera passible d'une pénalité de 10% du montant TTC du marché de base avec ses accessoires en cas de résiliation. Toute remise de marché publics sera faite en vertu de la réglementation des marchés publics.

**Article21 : Décompte**  
 Après achèvement provisoire, le Maître de l'ouvrage procédera au décompte final des prestations effectuées. Le Cocontractant devra fournir tous les documents nécessaires à l'établissement du décompte final des prestations effectuées.

21.2. Le Chef de service de l'ouvrage devra approuver le décompte final des prestations effectuées et l'accepter au Maître de l'ouvrage.  
 21.3. Le prestataire devra fournir le décompte final des prestations effectuées et l'accepter au Maître de l'ouvrage.

**Article22 : Décompte**  
 22.1. Le Cocontractant devra fournir le décompte final des prestations effectuées et l'accepter au Maître de l'ouvrage. Le Chef de service de l'ouvrage devra approuver le décompte final des prestations effectuées et l'accepter au Maître de l'ouvrage.

- Le décompte final des prestations effectuées ;  
 - L'acompte pour le décompte final des prestations effectuées ;

- La récapitulation de

La signature du décompte met fin au Marché, sans préjudice des poursuites en justice que les parties et

22.2. Indiquer le délai  
22.3 la transmission de la signature.  
au visa préalable du Maître d'œuvre est subordonnée

**Article 23 : Régime fiscal**  
Le présent Marché est soumis au droit de la République du Cameroun.

**Article 24 : Timbres**  
Sept (07) exemplaires du Marché, dont un original et six copies, sont établis et aux frais du prestataire, conformément aux dispositions de l'Article 11 du décret n° 2000/117/REX

**Article 25 : Consistance**  
- Mobiliser le plus grand nombre de personnes pour la mise en œuvre du recyclage et de sensibilisation.  
- Identifier et analyser les lacunes et des compétences des acteurs, à partir des  
- Concevoir un document de suivi et d'évaluation.  
- Organiser des séances de concertation et de suivi.

L'objectif quantitatif des

Axe routier	
Axe Yaoundé – Douala –	
Axe Yaoundé – Ebolowa	
Axe Yaoundé – Bertoua	
Axe Yaoundé – Bafoussa	
Axe Ngaoundéré – Garoua	
Axe Douala – Bafoussam	
Total	

**Article 26 : Délais d'exécution**  
26.1. Le délai d'exécution des prestations.  
26.2. Ce délai court à compter de la date de signature du présent Marché.

**Article 27 : Obligations du Maître d'œuvre**  
27.1. Le Maître d'œuvre est tenu de garantir l'exécution de sa mission, et de lui verser les sommes dues.  
27.2. Le Maître d'œuvre est tenu de garantir l'exécution de sa mission, et de lui verser les sommes dues, y compris les dommages, violences, et l'exercice de la mission.



<p><b>Maitre d'Ouvrage :</b></p> <p>La Commission de réconciliation provinciale</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Maître d'Ouvrage</li> <li>• Représentant du PPS</li> <li>• L'Ingénieur du service</li> <li>• Le Chef de Service</li> <li>• Le chef de service</li> <li>• Le Cocontractant</li> </ul>	<p>Le Président de la Commission provinciale</p> <p>Les membres de la Commission provinciale</p>	<p>Les compétences sont</p> <p>qui ne doit pas</p>
<p><b>Article 33 : Cas de force majeure</b></p> <p>En cas de force majeure le Maître d'Ouvrage</p>	<p>Le Président de la Commission provinciale</p> <p>Les membres de la Commission provinciale</p>	<p>Les compétences sont</p> <p>qui ne doit pas</p>
<p><b>Article 34 : Résiliation du Marché</b></p> <p>Le Marché peut être résilié et également dans les cas de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Retard dans les prestations</li> <li>▪ Refus de la reprise des prestations</li> <li>▪ Défaillance du prestataire</li> </ul>	<p>Le Président de la Commission provinciale</p> <p>Les membres de la Commission provinciale</p>	<p>Les compétences sont</p> <p>qui ne doit pas</p>
<p><b>Article 35 : Différends et litiges</b></p> <p>Lorsqu'aucune solution n'est trouvée, la juridiction camerounaise compétente</p>	<p>Le Président de la Commission provinciale</p> <p>Les membres de la Commission provinciale</p>	<p>Les compétences sont</p> <p>qui ne doit pas</p>
<p><b>Article 36 : Edition et diffusion du présent Marché</b></p> <p>Quinze (15) exemplaires du présent Marché seront fournis au Chef de service</p>	<p>Le Président de la Commission provinciale</p> <p>Les membres de la Commission provinciale</p>	<p>Les compétences sont</p> <p>qui ne doit pas</p>
<p><b>Article 37 et dernier : Entrée en vigueur</b></p> <p>Le présent Marché ne devient exécutoire qu'à partir de sa notification au prestataire</p>	<p>Le Président de la Commission provinciale</p> <p>Les membres de la Commission provinciale</p>	<p>Les compétences sont</p> <p>qui ne doit pas</p>

Pl. 61

Résumé (1872)



## I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Ministère des Transports de Côte d'Ivoire a l'honneur de vous adresser ce document afin d'organiser une vaste campagne de sensibilisation routière destinée à réduire le nombre de victimes de la circulation routière qui est à l'origine de la plus grande cause de mortalité et de handicap en Côte d'Ivoire.

En effet, sur les routes nationales de Côte d'Ivoire, les camions sont les principaux transporteurs de marchandises originaires du Cameroun. Ces camions sont souvent utilisés par des chauffeurs expérimentés, mais certains d'entre eux ne respectent pas les règles de circulation. Ils sont souvent chargés de manière excessive, ce qui les rend instables et dangereux. Ils sont également souvent en mauvais état, ce qui augmente le risque d'accident. Ces camions sont souvent utilisés pour transporter des marchandises dangereuses, ce qui augmente encore le risque d'accident. Les accidents de circulation impliquant des camions sont souvent très graves, entraînant de nombreuses victimes et de lourds dommages matériels. C'est pourquoi il est essentiel de sensibiliser les chauffeurs de camions sur les dangers de la circulation et de leur faire adopter des comportements plus responsables.

En effet, en circulant sur nos routes, les camions posent de graves problèmes de sécurité pour les autres types d'usagers de la route. Ils sont souvent chargés de manière excessive, ce qui les rend instables et dangereux. Ils sont également souvent en mauvais état, ce qui augmente le risque d'accident. Ils sont souvent utilisés pour transporter des marchandises dangereuses, ce qui augmente encore le risque d'accident. Les accidents de circulation impliquant des camions sont souvent très graves, entraînant de nombreuses victimes et de lourds dommages matériels. C'est pourquoi il est essentiel de sensibiliser les chauffeurs de camions sur les dangers de la circulation et de leur faire adopter des comportements plus responsables.

L'importance numérique de cette problématique de sécurité routière, méritent une action ciblée et responsable et plus sûre. Le gouvernement a clairement indiqué que la construction d'un « Centre de vie » est une priorité. Le Centre, le gouvernement a clairement indiqué que la construction d'un « Centre de vie » est une priorité. Le Centre, le gouvernement a clairement indiqué que la construction d'un « Centre de vie » est une priorité.

Aussi importe-t-il de sensibiliser le gouvernement le fait jusqu'ici au sujet de la sécurité routière. Le Centre, le gouvernement a clairement indiqué que la construction d'un « Centre de vie » est une priorité. Le Centre, le gouvernement a clairement indiqué que la construction d'un « Centre de vie » est une priorité.

## II. OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

Ils se déclinent en : objectif général et un objectif spécifique.

### II.1 Objectif général

L'objectif global est de sensibiliser les élèves de la 6<sup>ème</sup> à la 9<sup>ème</sup> à la problématique de la route résultant du comportement des conducteurs et de leur permettre d'acquiescer leurs connaissances et de leur faire prendre conscience de la nécessité d'un changement de comportement.

### II.2 Objectifs spécifiques

Plus spécifiquement :

- Renforcer la conscience et l'adhésion des élèves à la maîtrise de la conduite ;
- Revisiter les notions de base de la sécurité routière ;
- Susciter l'adhésion des élèves à l'application des règles et plus respectueux du code de la route.

## III. RÉSULTATS ATTENDUS

Suivant les compétences à acquiescer, les résultats attendus sont :

- Les connaissances et l'adhésion des élèves à la maîtrise de la conduite sont renforcées ;
- Les élèves sont plus conscients de la nécessité de la sécurité routière ;
- Les élèves sont plus respectueux du code de la route.

## IV. CONTENU DE LA MISSION

La mission est de sensibiliser les élèves à :

- Maîtriser la conduite et l'adhésion des élèves à la maîtrise de la conduite ;
- Revisiter les notions de base de la sécurité routière ;
- Susciter l'adhésion des élèves à l'application des règles et plus respectueux du code de la route.

L'objectif global est de sensibiliser les élèves de la 6<sup>ème</sup> à la 9<sup>ème</sup> à la problématique de la route résultant du comportement des conducteurs et de leur permettre d'acquiescer leurs connaissances et de leur faire prendre conscience de la nécessité d'un changement de comportement.

Axe	Contenu	Compétences	Objectifs	Indicateurs
Axe 1	Maîtriser la conduite	Adhérer à la maîtrise de la conduite	Adhérer à la maîtrise de la conduite	Adhérer à la maîtrise de la conduite
Axe 2	Revisiter les notions de base de la sécurité routière	Revisiter les notions de base de la sécurité routière	Revisiter les notions de base de la sécurité routière	Revisiter les notions de base de la sécurité routière
Axe 3	Susciter l'adhésion des élèves à l'application des règles et plus respectueux du code de la route.	Susciter l'adhésion des élèves à l'application des règles et plus respectueux du code de la route.	Susciter l'adhésion des élèves à l'application des règles et plus respectueux du code de la route.	Susciter l'adhésion des élèves à l'application des règles et plus respectueux du code de la route.
Axe 4	Maîtriser la conduite	Adhérer à la maîtrise de la conduite	Adhérer à la maîtrise de la conduite	Adhérer à la maîtrise de la conduite
Axe 5	Revisiter les notions de base de la sécurité routière	Revisiter les notions de base de la sécurité routière	Revisiter les notions de base de la sécurité routière	Revisiter les notions de base de la sécurité routière
Axe 6	Susciter l'adhésion des élèves à l'application des règles et plus respectueux du code de la route.	Susciter l'adhésion des élèves à l'application des règles et plus respectueux du code de la route.	Susciter l'adhésion des élèves à l'application des règles et plus respectueux du code de la route.	Susciter l'adhésion des élèves à l'application des règles et plus respectueux du code de la route.

Axe Douala – Yaoundé
Total

10
5

# V. DÉROULEMENT DE LA MISSION

La mission se déroulera en deux phases de durée totale de trois mois.

## Phase 1 :

Au cours de cette phase qui durera deux semaines, il sera à :

- La mobilisation des participants de la zone d'intervention, en utilisant toutes les méthodes de sensibilisation et de communication ;
- L'identification et l'analyse des lacunes et des contraintes débouchera sur les thèmes de travail ;
- La conception, élaboration et identification, susceptible d'être mise en œuvre le long des axes routiers ;
- La planification de la sensibilisation ;

Au terme de cette phase, le consultant devra présenter un rapport d'étape faisant ressortir la mise en œuvre de la méthodologie.

## Phase 2

Au cours de cette phase qui durera deux semaines, il sera à :

- La préparation administrative des documents ;
- La préparation technique, avec notamment la mise en œuvre de la méthodologie ;
- L'animation des sessions de concertation et de planification des axes routiers de la zone d'intervention ;

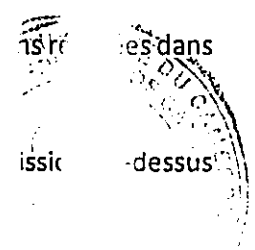
Au terme de cette phase, le consultant devra présenter un rapport final faisant ressortir la mise en œuvre de la méthodologie, notamment le document du règlement, les fiches de planification et les fiches de planification.

# VI. RÔLES ET RESPONSABILITÉS

Le Maître d'ouvrage est responsable du projet et des participants.

Le Délégué régional des Transports territoriaux est chargé de l'efficacité de l'opération et de la mise en œuvre de la méthodologie.

Le consultant est chargé d'exécuter le plan de travail technique, de la mise en œuvre de la méthodologie.



VII. COORDONNATEUR	COORDONNATEUR	COORDONNATEUR
L'équipe	Coordonnateur	Coordonnateur
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Coordonnateur</b> : titulaire d'un diplôme de niveau universitaire en sécurité, ayant au moins trois (03) en qualité de chef d'équipe</li> <li>• <b>Coordonnateur</b> : titulaire d'un diplôme de niveau universitaire en communication, en sécurité, ayant au moins trois (03) en qualité de chef d'équipe</li> <li>• <b>Coordonnateur</b> : titulaire d'un diplôme de niveau universitaire en sociologie ou psychologie, ayant au moins trois (03) en qualité de chef d'équipe</li> <li>• <b>Coordonnateur</b> : titulaire d'un diplôme de niveau universitaire en sécurité, ayant au moins trois (03) en qualité de chef d'équipe</li> </ul>		
NB caractéristique		

1

1

2

**Pièce 2.7.7: Proposition technique  
tableaux types**

7A. Let  $\mathcal{C}$  be a collection of  $n$  points in the plane in general position. Let

713. Réviser les conditions de l'achat

<b>7C.</b>	<b>O</b> bjection	<b>E</b> st-ce	<b>C</b> andit	<b>A</b> vec	<b>S</b> es données, services et
	<b>i</b> nstaller	<b>d</b> e	<b>P</b> Asser	<b>a</b> ux	

7D. De quel droit le docteur a-t-il pu se permettre de vous donner la mission

7E. Coût de l'assurance : 100 000 \$ par an.

7F. Modelo de Contrato de Viagem (V) por pessoa, incluindo passagens

7G. Cal. tier c. nel s. sé

711. C. ... té: ( ... mm. ... )

## 7A. Lettre de soumission de proposition technique

[Lieu, date]

À: [Nom et adresse de l'Autorité Contractante]

Madame/Monsieur,

Nous, soussignés, [titre à préciser], avons l'honneur, comme vous soumettre ci-joint, notre proposition technique pour

Au cas où cette proposition retiendrait votre attention, le personnel proposé à entamer des négociations pour la mise en œuvre du projet.

Aussi, prenons-nous un ferme engagement pour le respect de la proposition technique, sous réserve des modifications éventuelles qui

Veillez agréer, Madame/Monsieur.....l'expression de nos

Signature du représentant habilité : Nom et titre du signataire  
Nom du Candidat : Adresse :

## 7B. Références de

Services rendus pendant les 5 dernières années qui illustrent  
À l'aide du formulaire ci-dessous, indiquez les renseignements  
votre société/organisme a obtenue par contrat, soit en tant que  
partenaires d'un groupement.

Nom de la Mission :	Pays :
Lieu :	Personnel technique fourni par votre société ou par vos partenaires (préciser) :
Nom du Client :	Nombre de participants :
Adresse :	Mission :
	Nombre de jours ;
	Durée :

Délai :				
Date de démarrage (mois)	Date d'achèvement (mois)	Valeur approchée des services (en francs CFA)		
Nom de l'équipe	Coordonnateur	Nombre de spécialistes fournis par les prestataires associés:		
Nom du chef de projet (Coordinateur de l'équipe):				
Description du projet:				
Description des effectifs à fournir par votre personnel:				

Nom du candidat:

Produit offert:

7C. Obligation de gestion du contrat sur les termes de référence et sur les données, services et installations des données fournies par l'Entité Contractante

Sur les bases suivantes:

1.

2.

3.

4.

5.

Sur la base des données et des informations fournies par l'Entité Contractante :



1.

2.

**7D. Descriptif de la méthodologie et du plan de travail**

**4E. Composition de l'équipe et responsabilités de ses membres**

**1. Personnel technique/**

Nom	Poste	Adressé

**2. Personnel d'appui local**

Nom	Poste	Adressé

### Modèle de Curriculum Vitae (CV) du personnel spécialisé proposé

Poster .....

Name: \_\_\_\_\_

.....

Nome: \_\_\_\_\_

Prof. Dr. ....

Diplo: .....  
.....

Date of issuance .....

Nom : ..... Prénom : ..... Date : ..... Fait par le(s) élève(s) : .....

Nation : .....

.....

ANNEXE 1 de l'annexe 2 : Les 100 canaux : .....

[illegible]

**AUTHOR'S ADDRESS:**

Enfin, les  $\alpha$  et  $\beta$  sont des constantes positives,  $\alpha$  est la constante de vitesse de la réaction de la phase solide et  $\beta$  est la constante de vitesse de la réaction de la phase liquide.

À titre d'illustration, nous avons choisi de présenter les résultats obtenus pour les aspects de la formation et de l'expérience de l'employé les plus pertinents.

de l'individu en tant que responsable de la situation. [C'est-à-dire : évaluer le niveau des responsabilités exercées par lui/elle lors de l'acte.]

**Figure 1.** The effect of the number of trials on the mean accuracy of the responses. The error bars represent the standard error of the mean.

L'ensemble des données est classé par ordre croissant de l'échelle de qualification : l'absence d'études, les études primaires, les universitaires et autres études spécialisées de l'employé en

autres études épidémiologiques de l'employé, en dates fréquentes, avec les dates de fréquentation, ainsi que

**Pièces annexes**

- Copie certifiée conforme du diplôme, du brevet et éventuellement une attestation de l'ordre du corps de

[illegible]

Figure 1. The proposed model for the effect of the perceived effort on the perceived exertion.

.....

[Indiquer, le niveau de connaissance]

**Langues :**

• .....  
 • .....  
 • .....

**Attestation :**

Date : \_\_\_\_\_

Date : .....  
[Signature de l'employé et du représentant du comité d'entreprise]  
Jour/mois/année

Nom de l'employé : .....

Nom du représentant habilité : .....

7G. Calendrier du personnel médical

[illegible]



2. Rapports d'avancement				
a. Premier rapport d'avancement				
b. Deuxième rapport d'avancement				
3. Projet de rapport final				
1. Rapport final				

## avec 200 illustrations financières et 100 types



## RECAPITULATIF DES TITRES AUX TYPES

- 8. A. Lettre des soumissions de la proposition financière pour les marchés à paiement par prix unitaires timbrée au tarif de signature
- 8. B. Etat récapitulatif des coûts
- 8. C. Ventilation des coûts par activité
- 8.D. Coût Unitaire du Personnel Clef
- 8. E. Coût Unitaire du Personnel d'Exécution
- 8. F. Ventilation de la rémunération par activité
- 8. G. Frais remboursables par activité
- 8. H. Frais divers pour les marchés à paiement par prix unitaires pour les marchés à paiement par prix unitaires
- 8. I. Cadre du Bordereau des prix unitaires
- 8. J. Cadre du détail estimatif

## 8. A. Lettre de soumission de la proposition financière

[Lieu, date]

À: [Nom et adresse du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage délégué]

Monsieur/Madame,

Nous vous remercions l'honneur de vous adresser nos services, à titre de prestataire, pour [titre des services] conformément à votre Avis d'Appel d'Offre n° [référence] en date du [date] et à notre Proposition (nos Propositions technique et financière).

Vous trouverez ci-joint notre Proposition financière qui s'élève à [montant en lettres et en chiffres ainsi que le(s) [monnaie] et la répartition francs [monnaie] de devise, le cas échéant]. Ce montant net d'impôts, de droits et de taxes que nous avons estimé par ailleurs à [montant(s) en lettres et en chiffres].

Notre Proposition financière a pour nous une validité de [durée] jours à compter de la date de soumission, sous réserve des modifications résultant de la négociation et jusqu'à l'expiration de la validité de la Proposition, c'est-à-dire jusqu'au [date].

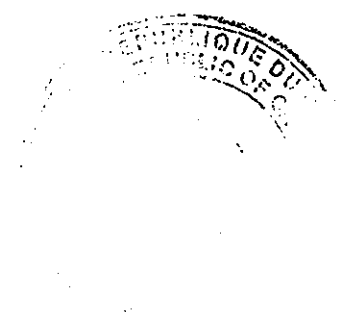
Nous vous remercions de vous n'êtes tenue/tes d'accepter aucune des propositions reçues. Veuillez agréer, Monsieur/Madame, l'assurance de notre haute considération distinguée.

Signature du représentant habilité : Nom et Prénom du titulaire :

Nom et adresse de l'entreprise :

## 8. B. Récapitulatif des coûts

Coûts	Monnaie(s) <sup>(7)</sup>	Montant(s)
Souffrance		
Impôts, droits, taxes, autres charges fiscales		
Totaux		



## 8. Détermination des coûts d'activité

Activité no:	Activité	Description
Composantes du prix	Montant	Montant
Rémunération		
Frais matériels		
Frais divers		
Sous-total		

### 8. D. Coûts unitaires des ressources clés

Noms et prénoms	Qualification/ fonction	Coût horaire	Coût journalier	Montant

### 8. E. Coûts unitaires du personnel d'exécution

Noms et prénoms	Qualification/ Fonction	Coût Horaire	Coût Journalier	Montant

CHARTER

8. F. Ventilation de la rémunération par activité				
Activité	Poste	Poste	Apport	Rémunération Taux de change
Pers. local	Personnel			
Contr. local	Contr. local			
Contr. local	Contr. local			

8. F. Frais remboursables par activité					
Activité	Poste	Poste	Unité	Quantité	Prix Unitaire
1.	1.	1.	1.	1.	1.
2.	2.	2.	2.	2.	2.
3.	3.	3.	3.	3.	3.
4.	4.	4.	4.	4.	4.
5.	5.	5.	5.	5.	5.

8. F. Frais divers					
Activité	Poste	Poste	Unité	Quantité	Prix Unitaire
1.	1.	1.	1.	1.	1.
2.	2.	2.	2.	2.	2.
3.	3.	3.	3.	3.	3.
4.	4.	4.	4.	4.	4.
5.	5.	5.	5.	5.	5.

**5. I. Cadre du bon**

N°	HOUDRAIRE						
A-1	Cher	.....	rév	.....	.....	.....	.....
	Ce p.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	a l'.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	soci.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	con.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	géné.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	dém.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	règl.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	rém.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Le m.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
A-2	Me	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Ce p.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	dis.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	au t.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	au t.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Le m.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
A-3	Mem	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Ce p.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	l'acti.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	honor.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	les tr.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	les fr.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	dém.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	règl.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	rém.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Le m.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
A-4	Membre N°2 : l'expert f.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Ce p.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	dis.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	s'appli.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	rém.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Le m.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
A5	Personnel d'appui (2 personnes) :	.....	.....	.....	.....	.....	.....

10/15/10





	seminaire à l'attention des enseignants								
	ment de la mission								
Sous-totaux									
	CHARGES FRAIS DIVERS								
	Communication (téléphone, fax, courriel, etc.)								
	reproduction de documents								
	ALCOOL TAXE								
	..... (19,25%)								
	TOTAL								
	..... (2,2%)								
	A PAYER OUI								

SPORTS  
INC.

Piccolo, M. (1998) *Il mercato*



**Entre:**

[L'Etat du Cameroun, représenté par le Ministre des Transports dénommée ci-après « le Maître d'ouvrage »

**D'une part,**

**Et**

Le Prestataire \_\_\_\_\_  
BP \_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_  
N° RC \_\_\_\_\_ N° Contr \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Représentée par Monsieur \_\_\_\_\_ son Directeur Général \_\_\_\_\_ nommé  
ci-après le Cocontractant »

**D'autre part,**

\_\_\_\_\_ envenu à \_\_\_\_\_ ce qui suit :

## SOMMAIRE

TITRE I : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

TITRE II : TERMES DE RÉFÉRENCES

TITRE III : BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

TITRE IV : DETAIL ESTIMATIF

Page et dernière du Marché N°----- / M/MINT/CIPM/2024 du----- ----passé après Appel  
d'Offres National Restreint pour Reint pour le renforcement des capacités des conducteurs de camions  
sur certains axes routiers.

MONTANT :

DELAI : six (06) mois.

<b>Lu et accepté par le Cocontractant :</b>	<b>Visa de l'Administrateur du Fonds Routier</b>
<b>Le Ministre des Transports</b>	
<b>Enregistrement</b>	

## **Pièce N° 10: Modèles des pièces à utiliser par le Soumissionnaire**

10

## Table des modèles

Annexe N°1: Modèle de déclaration d'intention de soumissionner

Annexe N°2 : Modèle de caution de soumission

Annexe N°3: Modèle de cautionnement définitif

Annexe n° 4: Modèle de caution d'avance de démarrage

Annexe N°5 : modèle de fiches de présentation du matériel;



**Annexe n°1: Déclaration d'intention de soumissionner**

Je soussigné,  
Nationalité :  
Domicile :  
Fonction :

En vertu de mes pouvoirs (spécifier la qualité), après avoir pris connaissance du Dossier d'Appel d'Offres  
N° \_\_\_\_\_ n° [indiquer la nature de la prestation],

Déclare par la présente, l'intention de soumissionner pour cet Appel d'Offres.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Signature, nom et cachet du testataire



### Annexe n°3: Modèle de cautionnement définitif

Banque :

Référence de la Caution : N° .....

Adresse à [indiquer le Maître d'ouvrage et son adresse] Cameroun ci-dessous désigné « Maître d'ouvrage »

Attestons que ..... [Nom et adresse de l'entreprise], ci-dessous désigné « le Prestataire », s'est engagé, en exécution du marché désigné « le marché », à réaliser [indiquer la nature des prestations]

Attestons qu'il est stipulé dans le marché que le Prestataire remettra au Maître d'ouvrage un cautionnement définitif d'un montant égal à [indiquer le pourcentage compris entre 10 et 5 %] du montant de la tranche du marché correspondante, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions du marché.

Attestons que nous avons consenti de donner au le Prestataire ce cautionnement,

Nous ..... [Nom et adresse de la banque] représentée par ..... [noms des signataires], ci-dessous désignée « la banque », nous engageons à verser au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum déduit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Prestataire n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du marché, sans avoir différé le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de la somme de ..... [En chiffres et en lettres].

Nous reconnaissons qu'aucun engagement additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par conséquent à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif prend effet à compter de sa signature et dès notification du marché au prestataire. La caution est versée dans un délai de [indiquer le délai] à compter de la date de réception par le Maître d'ouvrage des prestations.

Le présent cautionnement définitif est souscrit par la banque et doit nous être intégralement retournée de sans aucune déduction de procédure.

Toute demande de paiement formée par le Maître d'ouvrage au titre du présent cautionnement devra être faite par le Maître d'ouvrage au Prestataire, parvenue à la banque dans la période de validité du présent cautionnement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux compétents pour statuer sur le litige qui concerne le présent engagement sont les tribunaux de la ville de Yaoundé.

Attesté authentiquement par la banque

.....

..... de la banque

## Annexe 1 : Méthode de calcul du coefficient de stockage

Banque	ci	adresse
.....	.....	.....
.....	.....	.....

Nous soussignés .....  
Maîtres de l'École .....  
.....

la présente pour le profit du  
[le .....]  
Bénéficiaire : .....

Le paiement sans intérêt est dû dès le 1 <sup>er</sup> jour de la première échéance mensuelle, à l'exception des cas où la loi ou le contrat stipulent une autre date.	Le paiement de la première échéance mensuelle est dû dès le 1 <sup>er</sup> jour de la première échéance mensuelle, à l'exception des cas où la loi ou le contrat stipulent une autre date.	Le paiement de la première échéance mensuelle est dû dès le 1 <sup>er</sup> jour de la première échéance mensuelle, à l'exception des cas où la loi ou le contrat stipulent une autre date.	Le paiement de la première échéance mensuelle est dû dès le 1 <sup>er</sup> jour de la première échéance mensuelle, à l'exception des cas où la loi ou le contrat stipulent une autre date.
de l'annuité d'intérêt et de l'annuité de principal.	de l'annuité d'intérêt et de l'annuité de principal.	de l'annuité d'intérêt et de l'annuité de principal.	de l'annuité d'intérêt et de l'annuité de principal.
du montant de l'annuité d'intérêt et de l'annuité de principal.	du montant de l'annuité d'intérêt et de l'annuité de principal.	du montant de l'annuité d'intérêt et de l'annuité de principal.	du montant de l'annuité d'intérêt et de l'annuité de principal.
d'Offres et de lot, à l'exception de l'annuité de principal.	d'Offres et de lot, à l'exception de l'annuité de principal.	d'Offres et de lot, à l'exception de l'annuité de principal.	d'Offres et de lot, à l'exception de l'annuité de principal.
du montant Toute l'annuité d'intérêt et de l'annuité de principal.	du montant Toute l'annuité d'intérêt et de l'annuité de principal.	du montant Toute l'annuité d'intérêt et de l'annuité de principal.	du montant Toute l'annuité d'intérêt et de l'annuité de principal.
payable l'annuité d'intérêt et de l'annuité de principal.	payable l'annuité d'intérêt et de l'annuité de principal.	payable l'annuité d'intérêt et de l'annuité de principal.	payable l'annuité d'intérêt et de l'annuité de principal.
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....

La présente paraitra en vertu des réceptions des respectueux et de la sur  
les comptes de ..... le titulaire ..... de la  
banque ..... n°

Elle restera en vigueur jusqu'au remboursement de l'avance confirmée par la procédure finale du CCAP. Toutefois, le montant de la caution sera déduit proportionnellement au remboursement de l'avance au fur et à mesure de son remboursement.

La loi et la juridiction appliquées à la législation des **travaux de la République** de C. Mercier.

**Signé et authentifié par la banque**

à .....

[Signature de la banque]

### Annexe ° 5 : modèle de fiche de présentation du matériel

N°	désignation	quantité	Propriétaire/locataire	fonction	date de prise de possession	justificatif

## Annexe n°11. Charte d'intégrité

Le titulaire de la mission devra présenter dans son rapport les **habilités** et les **agac** de la charte d'intégrité adressée au Maître de l'ouvrage. En cas de non-respect, la charte devra être remplacée par une autre.

# PRITE

INTITULE DU CONTRAT :

LE « SOUMIS SAIRE :

A :

MONSIEUR J :

1. Nous reconnaissons avoir été informé(e) par vous, et avoir accepté de participer au processus de médiation par le biais de nos sous-traitants ;

1.1) être en mesure de faire connaître l'origine du litige, la nature du litige, la date de survenance, la date de la cessation d'activité ou de l'arrêt de l'activité ;

1.2) avoir fait l'objet d'une médiation dans le cadre de la médiation par le biais de nos sous-traitants ;

1.3) en matière de médiation par le biais de nos sous-traitants ;

1.4) n'avoir pas été informé(e) par vous, et avoir accepté de participer au processus de médiation par le biais de nos sous-traitants ;

1.5) figurer sur la liste des partenaires de médiation par le biais de nos sous-traitants ;

1.6) s'être rendu(e) responsable de l'absence de médiation par le biais de nos sous-traitants ;

2. Nous attestons que nous n'avons pas été informé(e) par vous, et avoir accepté de participer au processus de médiation par le biais de nos sous-traitants ;

2.1) actionnaire(s) de la société de médiation par le biais de nos sous-traitants ;



5.3) Nous n'avons pas promis, offert directement ou indirectement, à une entité judiciaire au sein de l'Etat, à une personne ou non et quel que soit son statut, compris pour un organisme public ou une autre personne définie par la loi, un avantage ou une autre personne ou entité, pour une autre personne ou entité, de ses fonctions officielles.

nous n'avons pas promis, offert directement ou indirectement, à une entité législative, administrative ou judiciaire, à une personne ou non et quel que soit son statut, compris pour un organisme public, à une autre personne définie par la loi, un avantage ou une autre personne ou entité, pour une autre personne ou entité, de ses fonctions officielles, (iii) toute promesse d'accorder un avantage à une personne ou entité dans l'exercice

5.4) Nous n'avons pas promis, offert directement ou indirectement, à une entité, en quelque qualité que ce soit, une personne ou entité, afin d'obtenir des avantages légaux contractuels au profit de

nous n'avons pas promis, offert directement ou indirectement, à une entité, en quelque qualité que ce soit, une personne ou entité, afin d'obtenir des avantages légaux contractuels au profit de

5.5) Nous n'avons pas promis, offert processus de passation de marchés, aucune pratique anticoncurrentielle ou jeu de la concurrence, notamment en par d'autres entreprises.

ne promettons pas d'accorder, d'influencer le processus de passation de marchés, aucune pratique anticoncurrentielle ou jeu de la concurrence, notamment en par d'autres entreprises.

6. Nous-mêmes, les membres du jury, examiner les documents et passer en revue le cadre et à les soumettre pour l'approbation du contrôle de l'Etat

nos soumissions auto-législatives, nous-mêmes, les membres du jury, examiner les documents et passer en revue le cadre et à les soumettre pour l'approbation du contrôle de l'Etat

7 Faute pour nous, un des membres du jury, de ne pas respecter les règles régissant la présente charte, nous nous soumettons à la sanction prévue par le règlement en vigueur.

et de nous soumettre à la sanction prévue par le règlement en vigueur.

Signature :

Nom : \_\_\_\_\_

Dûment habilité à signer l'ouvrage pour

En date du \_\_\_\_\_

## 6.1a P.2.2. **Engagement et environnement**

INTITULE DE L'APPEL D'OFFRE \_\_\_\_\_

LE « SOUMISSIONNAIRE » \_\_\_\_\_

A MONSIEUR LE « Maître d'Ouvrage » \_\_\_\_\_

MONSIEUR LE « Maître d'Ouvrage » \_\_\_\_\_

Dans le cadre de la passation de l'offre \_\_\_\_\_

1) Nous nous engageons à respecter nos sous-traitants les normes environnementales et sociales auxquelles figurent les conventions et les conventions internationales pertinentes applicables au Cameroun. \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ par les membres de notre groupe. \_\_\_\_\_ l'ensemble de  
\_\_\_\_\_ les recommandations par la communauté internationale parmi  
\_\_\_\_\_ l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les  
\_\_\_\_\_ donneront une cohérence avec les lois et règlements

2) En outre, nous nous engageons à \_\_\_\_\_  
environnementaux et sociaux, dans \_\_\_\_\_  
d'Ouvrage. \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ nous en avons les mesures d'atténuation des risques  
\_\_\_\_\_ l'impact environnemental et social fournie par le Maître

3) Nous-mêmes, les membres de notre \_\_\_\_\_  
examiner les documents et pièces \_\_\_\_\_  
pour vérification aux auditeurs désignés \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ nous soumettons autorisés par le Maître d'Ouvrage à  
\_\_\_\_\_ passation de l'exécution du Marché à les soumettre

Signature :

Nom : \_\_\_\_\_

Dûment habilité à signer l'offre pour \_\_\_\_\_  
Nom de : \_\_\_\_\_

En date du \_\_\_\_\_



PIÈCE N° 13. Visa de naturalisation ou justification  
des études préalables

**Pièce N° 1 : Liste des établissements bancaires et organismes financiers  
autorisés à émettre des obligations dans le cadre de Marchés Publics**



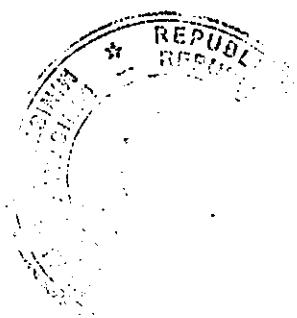
## I- BANQUES

1. AFRILAND FINANCIAL BANK
2. BANQUE ATLANTIQUE
3. BANQUE GABONAISE POUR LE FINANCEMENT INTERNATIONAL (BGFI BANK)
4. BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN POUR L'EPARGNE ET LE CREDIT
5. CITI BANK
6. COMMERCIAL BANK OF CAMEROON
7. ECOBANK
8. NATIONAL FINANCIAL CREDIT BANK
9. SOCIETE CAMEROUNAISE DE BANQUE AU CAMEROUN
10. SOCIETE GENERALE DE BANQUE AU CAMEROUN
11. STANDARD CHARTERED BANK CAMEROON
12. UNION BANK OF CAMEROON
13. UNITED BANK FOR AFRICA
14. BANQUE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES
15. BANK OF AFRICA
16. CCA-BANK
17. BANGE BANK
18. ACCESS BANK

## II- COMPAGNIES D'ASSURANCE

19. CHANAS ASSURANCES;
20. ACTIVA ASSURANCES
21. ZENITH ASSURANCES ;
22. PRUDENTIAL BENEFICIAL GENERAL INSURANCES ;
23. CPA S.A.
24. NSIA ASSURANCES
25. PRO ASSUR
26. SAAR S.A
27. SANLAM ASSURANCE
28. ATLANTIQUE ASSURANCE
29. AREA ASSURANCE
30. ROYAL ONYX

Plaque n° 15 :  
Guidage sous tension en ligne





## LE MINISTRE DES MARCHES PUBLICS

Pour soumissionner en ligne, l'entrepreneur doit suivre les étapes ci-après : Étape 1 :

Enregistrement de l'Entrepreneur au MINMAP

- Se connecter à COLAPS à partir de l'adresse <https://www.marchespublics.cm> ou <https://www.publicscontrates.cm>
- Aller dans l'onglet « Demande de Certificat Électronique » et renseigner minutieusement le formulaire de demande ;
- Imprimer le formulaire de demande et le faire signer par le représentant légal de l'entreprise ;
- Faire signer le formulaire de demande par le représentant légal de l'entreprise et y apposer le cachet de l'entreprise ;
- Déposer le formulaire de demande et les pièces jointes au MINMAP accompagné des pièces suivantes :
  - i) Photocopie de l'acte de naissance du demandeur (moins de 3 mois) ;
  - ii) Photocopie de l'acte de commerce ;
  - iii) Photocopie de l'acte de propriété ou de location ;
  - iv) Photocopie de l'acte de conformité fiscale (moins de 3 mois).

Acquisition du Certificat Électronique

- Retirer le formulaire de demande de Certificat Électronique au MINMAP ou le télécharger sur le site de l'ANTIC à l'adresse [www.cam.gov.cm](http://www.cam.gov.cm) sous l'onglet « Demande de Certificats (Entrepreneurs) » ;
  - Remplir le formulaire de demande et le déposer au MINMAP accompagné des pièces suivantes :
    - i) Reçu de paiement des frais d'acquisition du Certificat Électronique d'un montant de 5 000 FCFA à verser sur le compte de l'ANTIC auprès de SCB Cameroun sous le numéro 02 00031 124938 ;
    - ii) Une Photocopie de l'acte de naissance du demandeur (moins de 3 mois) ;
  - S'enrôler auprès de l'ANTIC au MINMAP et récupérer le récépissé de demande de Certificat ;
  - Se connecter à l'adresse [www.cam.gov.cm](http://www.cam.gov.cm) sous l'onglet « Demande de Certificats Électroniques » et télécharger dans un support amovible (violer) le Certificat Électronique à partir des informations (Numéro de référence et Code d'autorisation) contenues dans le récépissé ;
- (Bien conserver le mot de passe pour les connexions à COLAPS).

Étape 3 : Enregistrement du Certificat Électronique dans COLAPS

- Se connecter à COLAPS à partir de l'adresse <https://www.marchespublics.cm> ou <https://www.publicscontrates.cm> ;

- Aller dans l'onglet « Enregistrement des soumissions » puis la rubrique « Enregistrement nouveau / Certificat supplémentaire » ; identifier l'appel d'offre à partir du numéro de Registre de Commerce, puis ajouter le Certificat après avoir minutieusement renseigné le formulaire.

#### Etape 4 : Soumission en ligne

- Se connecter à la plateforme avec son certificat.
- Identifier l'appel d'offre qui vous intéresse et cliquer sur le numéro de cet avis d'appel d'offre pour afficher les détails ;
- Cliquer ensuite sur le bouton soumissionner et renseigner le formulaire qui apparait en chargeant vos offres (administrative, technique et financière) aux emplacements correspondants. Bien vouloir respecter la taille des fichiers (5 Mo pour l'offre administrative, 15 Mo pour l'offre technique et 5 Mo pour l'offre financière). Des logiciels de compressions peuvent être utilisés ;
- Cliquer sur le bouton envoyer pour terminer la procédure.

Pour toute assistance technique, bien vouloir contacter les services clients du MINMAP aux numéros suivant 2 22 23 81 55/ 2 22 23 56 64 677 00 61

NB : la validité du certificat est de 1 an.

